

La Consolidation de la paix

au Liban

Supplément Spécial dédié à #MontLiban

Publié par le projet " La consolidation de la paix au Liban " du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par le Royaume-Uni, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar dans sa version arabe, et avec Le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions anglaises et françaises.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes.

Il aborde les sujets relatifs à la paix civile et les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Édition N°27, Mars 2021 - #MontLiban



- 03 Mémoire collective et gestion du passé et de l'avenir
- 04 Paix et réinterprétation du passé : démanteler les conflits au Mont-Liban
- 05 L'image ambivalente du Mont-Liban dans les arts locaux
- 06 Au Metn, des municipalités donnent le bon exemple en renouant avec les principes de responsabilité collective
- 07 Les hôpitaux du Mont-Liban peinent sous le double poids de la pandémie et de la crise économique
- 08 Des femmes syriennes entre les mains du destin
- 09 Bourj Brajneh : un espace urbain qui regroupe des Palestiniens, des Syriens et des travailleurs étrangers
- 10 Engagement et participation à la vie politique, économique et sociale : le rôle des femmes au Mont-Liban
- 11 Les jeunes de Aley, Choueifate et Damour à l'assaut des fausses informations
- 11 Initiatives pionnières des jeunes du Mont-Liban : un modèle à généraliser
- 12 Le Mont Liban et l'eau, un lien menacé
- 13 Qui a planifié l'urbanisation apparemment (non) planifiée du Chouf ?
- 14 Des constructions et des empiétements « à perte de vue » : le Liban n'est plus vert
- 14 Les cheminées de la centrale de Zouk : des menaces de cancer et de mort



Mont-Liban : des initiatives de consolidation de la paix menées par les communautés locales

Céline Moyroud Représentant Résident a.i du Programme des Nations Unies pour le Développement

Cette édition du supplément sur la consolidation de la paix explore les approches locales dans un domaine qui met de plus en plus l'accent sur le renforcement de la paix et le développement. À l'instar des précédents numéros spécifiques à la région, tel que celui consacré à la ville de Tripoli, cette édition offre une occasion cruciale d'explorer la localisation dans la pratique, cette fois à travers les expériences des communautés locales dans le gouvernorat du Mont-Liban.

En plus d'être un centre économique majeur du Liban, le Mont-Liban est aussi l'un des gouvernorats les plus diversifiés sur les plans écologique et culturel. Les collectivités du Mont-Liban, tant urbaines que rurales, sont régulièrement confrontées au défi d'atténuer et de gérer les tensions et les différends liés aux disparités religieuses et politiques, à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi qu'à la compétition pour les emplois et les services.

Alors que ces défis s'aggravent dans le contexte actuel de crise dans laquelle se débat aujourd'hui le Liban, les acteurs de la consolidation de la paix au Mont-Liban – populations locales, gouvernements, organisations de la société civile, entreprises et acteurs externes multilatéraux et bilatéraux – s'efforcent de faire face à cette immense complexité à travers une gamme d'initiatives. Cette édition du supplément vise à mettre en évidence certaines des initiatives de consolidation de la paix menées par les communautés locales et fondées sur le dialogue participatif, la résolution des différends et la gouvernance au Mont-Liban, en vue d'identifier les leçons et les bonnes pratiques ayant une répercussion sur des efforts encore plus larges, afin de reconstruire la confiance et le contrat social au sein des communautés à travers le pays. Les contributeurs exploreront en particulier comment les initiatives au Mont-Liban abordent les questions de résonance nationale, telles que :

- Comment après la guerre civile le travail de mémoire, de médiation et de réconciliation fournissent une base aux communautés locales pour faire avancer le Liban, même dans le contexte d'une crise en cours ;
- Comment les anciens combattants peuvent contribuer à bâtir un mouvement pour la paix au Mont-Liban ;
- Comment les questions environnementales (telles que la déforestation, la gestion durable des ressources naturelles, l'énergie et la pollution) font de plus en plus partie d'une renégociation du bien public au Liban ;
- Le rôle des femmes et des jeunes en tant qu'agents de prévention et d'atténuation des conflits et de promotion de voies durables, inclusives et pacifiques pour sortir des crises actuelles ;
- Comment les plateformes numériques peuvent être exploitées pour la consolidation de la paix et comment les jeunes montrent la voie dans la gestion des risques d'un meilleur accès numérique en débusquant les fausses informations ;
- La situation des réfugiés syriens et palestiniens et le potentiel de consolidation de la paix par le développement local participatif dans les communautés d'accueil libanaises ;
- Enfin, l'importance de l'urbanisation centrée sur le développement pour réduire les tensions sociales.

En tant que partenaire de longue date dans les initiatives de consolidation de la paix, le PNUD est ravi de partager les histoires sur la façon dont les communautés locales, y compris les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, créent des dialogues, des processus et des structures pour définir et réaliser leur propre vision et aspirations d'un pays pacifique, un avenir tolérant et inclusif. Nous sommes impatients de réfléchir ensemble aux défis, aux opportunités et au potentiel d'intensification des pratiques réussies de consolidation de la paix et de développement à partir du Mont-Liban, et de relier ces initiatives locales aux cadres nationaux visant à renforcer la confiance et la responsabilité au Liban.

Mont Liban : choc des civilisations et carrefour des interactions

Ghassan Hajjar Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar

Je ne suis pas originaire du Mont-Liban, je n'appartiens pas non plus à ses deux composantes principales, qui tantôt coexistent tantôt se battent sans que l'une puisse se séparer de l'autre. Autrement dit un divorce entre elles serait du genre qui sera presque certainement révoqué. Cela est dû à des raisons historiques dans la mémoire collective des deux groupes. Mais loin d'une analyse de ce phénomène, le Mont-Liban maintient un grand impact sur l'enrichissement de la vie libanaise. Et à partir de là ce fut le début, le début de l'émergence de ce Liban autour duquel les autres districts se sont unis pour former l'État du Grand-Liban. La culture du Mont-Liban a prévalu sur le reste des régions, qui avaient pourtant chacune son propre patrimoine culturel, quoique non déclaré et limité à des groupes fermés. Et comme toutes ces cultures étaient géographiquement confinées, c'est celle qui était la plus ouverte sur l'Occident qui a émergé et jeté les bases d'un Liban ouvert, éduqué et cultivé. Cependant, au fur et à mesure que se développaient les manifestations armées pendant la guerre, les tendances aux divisions se sont également amplifiées. Après les partis de gauche déjà en place, des mouvements religieux sont nés de nulle part et ont œuvré à briser le modèle dominant en introduisant de nouvelles idées et des modes de vie différents de ceux qui prévalaient. Le Liban a aussitôt plongé dans un choc des identités, qui n'a engendré que des conflits en marge des événements, engageant tous les groupes libanais dans des affrontements qui ont révélé leur vulnérabilité et leur incapacité à vivre ensemble.

Le Mont-Liban reste l'élément fondateur, bien que d'autres régions ne soient pas moins importantes. Mais l'avenir du Liban est régi par la capacité de cette Montagne à restaurer la coexistence et le retour de l'interaction humaine entre les Libanais eux-mêmes, avant qu'ils ne se réconcilient avec le réfugié, quel que soit son identité.

Le Mont-Liban a un rôle historique dans le centenaire du Liban et un rôle pivot attendu pour le deuxième centenaire.

Liberté d'expression : une valeur partagée

Ed Barnet Directeur du développement – Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, ambassade du Royaume-Uni, Beyrouth

Défendre la liberté d'expression dans le monde n'a jamais été aussi urgent. Dans un univers assailli par les fausses nouvelles, où les faits sont désorientés et les vérités déformées, un journalisme d'investigation libre et crédible permet de responsabiliser les sphères privée et publique et contribue à soutenir un monde plus sûr, plus prospère et progressiste. En ces temps de crises multiples, le flux d'informations fiables et transparentes est encore plus important. Aux côtés du PNUD, le Royaume-Uni est depuis de nombreuses années un partenaire du Liban dans la préservation d'un espace média libre à travers le pays ; c'est une valeur universelle que nous nous devons tous de protéger. Ce numéro spécial, financé par le Royaume-Uni, met l'accent sur l'importance de favoriser des espaces médiatiques sûrs et positifs pour un débat public et un discours sans haine, dans le cadre de la mission de consolidation de la paix du PNUD. Ce « Supplément d'actualité sur la consolidation de la paix » se penchera sur les défis passés et actuels du Mont-Liban dans ce domaine. Partout au Liban, le Royaume-Uni s'emploie à contrer la montée en flèche de la fabrication et la diffusion de la désinformation, de la propagande et d'autres contenus trompeurs. Avec le PNUD, il a soutenu la formation de 40 jeunes acteurs de 10 villages à travers les mohafazat libanais, sur la lutte contre les fausses nouvelles et l'engagement avec leurs collectivités locales à consolider la cohésion sociale et la stabilité. Au Mont-Liban, nous nous sommes associés avec certaines municipalités pour réaliser plusieurs projets, notamment à travers la construction d'un centre polyvalent destiné à promouvoir le tourisme, les produits locaux et artisanaux à Kahalé, ainsi que la réhabilitation du centre ArcEnCiel à Damour, endommagé par les incendies auxquels le Liban a été exposé en 2019. La jeunesse libanaise a un rôle crucial à jouer à cet égard ; le gouvernement et la société civile devraient aider les jeunes, en tant que leaders de demain, à devenir des citoyens adultes informés et engagés. Grâce à son soutien aux organisations de la société civile – au cœur desquelles se trouvent les jeunes – le Royaume-Uni a joué et continuera de jouer un rôle de premier plan dans la conduite et la contribution constructive à une nouvelle forme de politique libanaise, qui place en son centre la responsabilité de l'État envers son peuple. Les démocraties prospèrent grâce aux médias libres et à la liberté d'expression. Nous ne pouvons pas nous contenter de défendre et de protéger ces libertés qui sont souvent tenues pour acquises. C'est pourquoi le Royaume-Uni continuera à soutenir le travail visant à préserver l'espace des médias libres au Liban. À travers les crises auxquelles le Liban est actuellement confronté, le Royaume-Uni continue d'être un ami indéfectible du peuple libanais.

La Montagne, épine dorsale de l'entité libanaise

Michel Touma Rédacteur en chef des éditions spéciales de L'Orient-Le Jour

L'année 2020 a été marquée, en dépit de la cascade de crises que traverse le pays, par la célébration du centenaire de la proclamation du Grand Liban, le 1er septembre 1920. Un événement qui a permis à nombre d'observateurs et d'analystes d'effectuer un survol des origines historiques et des racines socio-politiques et communautaires du Liban dans sa forme actuelle. Il est aujourd'hui bien établi, sur base de la réalité historique, que le Mont Liban a constitué l'épine dorsale et le fondement du Grand Liban, tant sur les plans géographique, qu'économique, social, démographique ou éducatif. La plupart des historiens s'accordent à souligner dans ce cadre qu'une certaine « personnalité libanaise » s'est forgée progressivement au fil des siècles sous l'influence du profil géographique, constitué essentiellement d'une chaîne de hautes montagnes, qui distingue le Liban des autres pays de la région. Mais l'entité libanaise n'a commencé à prendre forme et à s'imposer, en tant que structure administrative et politique relativement autonome, qu'à partir du XVIIe siècle, avec le début de l'ère ottomane. En 1516, l'armée ottomane remporte en effet une victoire décisive contre les Mamelouks d'Égypte lors de la bataille de Marj Dabek, au nord d'Alep. Ce sera le début de l'empire ottoman.

Le nouveau pouvoir, voulant se consacrer essentiellement aux questions d'ordre stratégique, confiera la gestion des affaires quotidiennes aux chefs féodaux de la montagne. Le Mont Liban sera de ce fait marqué par le long règne des émirats. Mais c'est surtout avec l'émir Fakhreddine II, à la fin du XVIe siècle et au début du XVIIe siècle, que commence à prendre forme le Liban, plus ou moins dans sa forme actuelle. Issu du clan druze des Maan, qui gouvernaient le Chouf, pris en charge et éduqué dès son plus jeune âge par des notables maronites du Kesrouan (les cheiks Khazen), l'émir Fakhreddine entreprendra, dès qu'il accédera au pouvoir après avoir atteint l'âge de la majorité, de conquérir à partir du Chouf les territoires qui formeront, à peu de choses près, le Liban actuel. Doté des qualités d'un véritable homme d'État, Fakhreddine II réussira à développer et à maintenir relativement autonome l'entité libanaise bâtie autour du Mont Liban. Le règne de l'émirat de la Montagne, assuré par les Maan jusqu'en 1697 puis par les émirs Chéhab, durera jusqu'en 1842, date à laquelle un nouveau système politique sera mis en place par les puissances de l'époque, bâti toujours autour du Mont Liban, comme épine dorsale. Cette situation durera jusqu'à la chute de l'empire ottoman en 1918, dans le sillage de la Première Guerre mondiale, pour déboucher en septembre 1920 sur la proclamation du Grand Liban qui aura toujours comme ossature centrale la montagne libanaise du fait de son poids économique, démographique et éducationnelle.

Mont-Liban : le maillon faible dans la bataille du Covid-19

Nadim Ladki Rédacteur en chef du quotidien Daily Star

Dire que le Liban a cruellement manqué de gérer une pléthore de crises récentes serait un euphémisme. Cependant, la manière pitoyable avec laquelle le pays a piloté la pandémie de coronavirus qui fait rage a mis en lumière le manque complet de préparation et d'aptitude nécessaires pour maîtriser la propagation du Covid-19.

Ces défaillances ont été particulièrement graves au Mont-Liban, où le virus a mis en évidence des lacunes flagrantes dans les services de santé à un moment où ils sont le plus nécessaires. Bien que le système de santé soit débordé à travers tout le pays, avec un personnel soignant et des médecins surmenés au-delà de toute endurance humaine, et des hôpitaux fonctionnant déjà à pleine capacité, la situation au Mont-Liban a été plus tendue. Les cas ont été plus fréquents dans le mohafazat, qui a cruellement besoin de davantage d'équipements de soins et d'une meilleure coordination avec les municipalités pour faire face à une crise de cette ampleur. En parallèle, les autorités locales du Mont-Liban doivent intensifier l'application des mesures de distanciation sociale. Tous les rassemblements doivent être évités avant qu'ils ne causent des dommages, et les excursions inutiles doivent être annulées. Le coronavirus s'est avéré être une menace redoutable, mais le seul moyen de le stopper est que tout le Liban fasse preuve de la même force et efficacité dans la bataille. En tant que tel, le secteur de la santé au Mont-Liban doit améliorer sa stratégie et augmenter ses capacités au même niveau que le reste du pays. De plus, l'importance absolue de la campagne de vaccination que le Liban vient d'entamer doit être acceptée par tous les résidents, qui doivent comprendre que l'obtention de l'immunité collective via le vaccin est pour eux le seul moyen pour que la vie reprenne son cours normal, se protéger et protéger leur proches de l'infection, et potentiellement de la mort. Enfin, le coronavirus ne fait pas de distinction entre les Libanais et ceux qui résident dans le pays, et notre gouvernement a le devoir de protéger la santé de toute personne présente chez nous. Les soins médicaux doivent être dispensés à tous les résidents, qu'ils soient libanais, syriens, palestiniens ou appartenant à toute autre nationalité, sans discrimination, tout comme les efforts de vaccination pour qu'ils soient efficaces.

Mémoire collective et gestion du passé et de l'avenir

Makram Rabah

Maître de conférences en histoire à l'Université américaine de Beyrouth

Il est peut-être difficile de revenir sur l'histoire moderne du Liban sans mettre l'accent sur le Mont-Liban, qui a été le fondement de la République libanaise créée par les autorités mandataires françaises, il y a de cela un siècle.

Jusqu'en 1920, l'histoire du Liban, comme l'a signalé le grand historien Kamal Salibi, comprenait les druzes et les maronites, aux côtés d'autres acteurs qui avaient un rôle mineur ou de soutien. Cela allait changer avec l'annexion des villes côtière et de la Békaa. Par conséquent, l'expérience druzo-maronite au Mont-Liban, avec

qui continuent de refléter la dynamique quotidienne du tissu social du Mont-Liban. Les factions politiques en guerre, à savoir le Parti socialiste progressiste (druze) et les Forces libanaises (maronites), se sont ouvertement réconciliées, sans que cette réconciliation ne s'étende pour autant à toutes les composantes des deux communautés. Bien qu'elles n'éprouvent aucune réelle animosité les unes envers les autres, celles-ci n'ont toujours pas disséqué et abordé les souvenirs violents dont elles ont hérité.

L'élite politique libanaise n'est pas

Collective Memory (Edinburgh University Press, 2021), j'explore la formation de la mémoire collective au sein des communautés druze et maronite. Celle-ci a été utilisée par les centres de pouvoir des deux communautés comme une arme pour mobiliser leurs bases au service de présumées menaces existentielles contre le groupe. Cela servait essentiellement le ou les agenda(s) personnel(s) du leader. Par conséquent, plutôt que de s'attarder sur les approches conventionnelles pour comprendre le glissement récurrent du Liban dans la violence et de se concentrer

activement au conflit de 1975-1990, tant sur le plan politique que militaire. Elle souligne le rôle qu'elle a joué dans le déclenchement du conflit. Pourtant, la formation de la mémoire collective ainsi que la perception qu'on a de soi-même et de l'autre sont pratiquement restées sans réponse. Elles ont plutôt été laissées pour compte jusqu'à ce qu'une autre forme de conflit surgisse.

En 1991, le Parlement libanais, qui représentait les différentes factions de la guerre, a adopté une loi d'amnistie qui était censée ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire du pays. Mais elle a échoué à le faire à différents niveaux. Plutôt que de recourir à l'amnistie pour s'ouvrir à ces souvenirs et événements violents, à l'instar du modèle sud-africain de vérité et de réconciliation, l'élite politique libanaise est simplement passée à autre chose et empêché toute chance réelle de soulever ces questions. L'occupation militaire syrienne s'est également assuré que cela restera le cas.

Le principe d'analyser ouvertement la mémoire collective ne vise pas à créer une collectivité nationale unique, mais plutôt à désarmer la mémoire collective des différentes communautés, du moins de ses éléments agressifs, en laissant le reste continuer organiquement à conférer une diversité et un pluralisme à la société libanaise.

Faire face au passé n'est jamais une tâche facile, d'autant que les gens préfèrent rester dans leur zone de confort et refusent d'admettre leurs défauts. Pourtant, pour que le Liban puisse atteindre ce niveau de réflexion collective et nationale, il lui faut des années, voire des décennies, pour composer correctement avec son histoire et reconnaître que la mémoire collective doit être préservée comme un incubateur pour la diversité plutôt qu'un outil pour permettre aux gens de s'affronter.

Comprendre la mémoire collective ne nous permet pas uniquement de bien comprendre le conflit autour du Mont-Liban, mais aussi de comprendre nombre de rivalités survenues à travers l'histoire contemporaine du Liban, tel que le schisme sunnito-alaouite de Tripoli, ou même de le projeter sur l'actuelle dispute sunnito-chiite. Par-dessus tout, la conquête de la mémoire collective constituerait un premier pas vers un engagement approprié dans la réconciliation, qui impliquerait toutes les parties sans la médiation de leurs gardiens sectaires, constituant ainsi une passerelle pour réussir à tourner convenablement la page du passé et parvenir au concept de nation pour l'avenir.



©Adra Kamdij

ses hauts et ses bas multiples, a été cruciale dans la montée de l'État libanais moderne, mais aussi d'un certain nombre de conflits violents et de guerres civiles qui ont donné, peut-être injustement, à ces deux communautés fondatrices le label d'ennemis jurés.

En tant que communautés, les druzes et les maronites se sont affrontés dans des guerres civiles à trois occasions (1840-1860, 1958 et 1983), avec des conséquences politiques et économiques désastreuses

nécessairement la seule responsable de l'absence d'une clôture du conflit et d'une réconciliation appropriée. Elle est plutôt tenue pour responsable de son incapacité et de sa négligence à aborder le fond du conflit, c'est-à-dire la mémoire collective des deux communautés. Celle-ci a été laissée sans surveillance, ce qui a permis la résurgence de l'antagonisme lorsque les facteurs et les acteurs le permettaient.

Dans mon récent ouvrage *Conflicts on Mount Lebanon, the Druze, Maronite and*

sur le système sectaire libanais ou sur l'intervention internationale, la mémoire collective devrait être décortiquée. La compréhension de son mécanisme complexe constitue une porte d'entrée pour appréhender les raisons pour lesquelles les voisins ressentent le besoin de devenir des ennemis acharnés.

La mémoire collective occupe une place prépondérante dans la recherche et les entretiens menés pour mon ouvrage avec de nombreux acteurs ayant participé

Paix et réinterprétation du passé : démanteler les conflits au Mont-Liban

Shadi Alaeddine

Journaliste



explique que le mécanisme de son action est basé sur le fait de mettre en avant des slogans qui montrent que la violence n'est pas la solution, qu'il n'est pas utile de revivre les mêmes souffrances que celles de la guerre et que le chemin de la solution passe par le dialogue.

Selon lui, le cadre principal de ces ateliers de discussion vise à mettre les jeunes du Mont-Liban ensemble, c'est-à-dire en contact direct entre eux. D'ailleurs, le choix de Aley, du Chahar et de Brih comme terrain de l'action est voulu parce que ces localités ont été le théâtre de violence et représentent les différences religieuses et politiques dans la région.

Badri Abou Diab insiste sur le fait que certains participants ont estimé que « la réconciliation de la Montagne » réalisée en 2000 sous les auspices du patriarche maronite de l'époque, Nasrallah Boutros Sfeir, et du leader druze Walid Joumblatt a créé un climat positif dans la région, qui a permis aux familles chrétiennes de retourner dans leurs villages, dans le cadre d'un projet qui visait à tourner la page du passé et à consolider la coexistence dans la Montagne.

Il estime que cette réconciliation et toutes les autres qui l'ont suivie sont positives. Mais lorsqu'elles sont réalisées sous un parrainage politique et religieux, elles restent insuffisantes tant qu'elles ne s'accompagnent pas d'une volonté de répandre la culture de la réconciliation et de l'entente au sein de la société. Celle-ci reste primordiale pour assurer une stabilité permanente dans les cœurs et les esprits. Or, cela ne s'est pas encore réalisé jusqu'à aujourd'hui et c'est pourquoi de nombreux problèmes et dissensions continuent à émerger régulièrement.

Abdallah Malaeb : Lorsque les jeunes lisent l'histoire des conflits...

Abdallah Malaeb a participé aux ateliers de discussion dans la région du Chahar. Il raconte son expérience. Selon lui, elle a été l'occasion d'une confrontation acérée entre la vision des jeunes et l'histoire, ceux-ci rejetant les idées basées sur les conflits et les affrontements. En même temps, les jeunes n'acceptaient pas les faits historiques. La fracture s'est notamment accentuée lorsqu'il a été demandé aux parties de reconnaître leurs erreurs en guise de prélude à une construction profonde, solide et claire des réconciliations. Toujours selon Malaeb, la région du Chahar est symbolique de ce qui s'est passé dans tout le Liban, lorsque les conflits sectaires, confessionnels et religieux ont ravagé la diversité. Mais d'un autre côté, il reconnaît la difficulté de composer avec ces faits, d'autant qu'ils n'appartiennent pas à un passé lointain. Au contraire, ils sont relativement récents.

Il explique aujourd'hui qu'il faut donc insister sur la nouvelle expérience des jeunes, de façon rationnelle, en mettant l'accent sur un discours nouveau qui favorise la réconciliation, la coexistence, le rejet de la violence et l'appartenance unifiée. Il faudrait aussi insister sur les techniques de résolution des conflits de façon pacifique et par le biais du dialogue. Abdallah Malaeb précise enfin que cette expérience est un premier pas qui doit être suivi de nombreux autres pour assurer son succès, surtout face à des autorités qui tirent leur légitimité du passé.

Dans sa quête de l'interprétation de l'histoire de la guerre et des conflits, « Combattants pour la Paix » ne veut pas renier les faits ni occulter le passé. Au contraire, cette association cherche à unifier les approches pour éviter les fragmentations et empêcher qu'elles s'arrêtent à des effets de sémantique superficiels, selon le bon vouloir de ceux qui détiennent le pouvoir.

Les anciens combattants ont consolidé leurs histoires personnelles et unifié leurs attitudes par rapport au passé. Transmettre cette expérience aux jeunes peut permettre une approche pacifiée de l'un des problèmes les plus complexes qui entravent la construction de la paix au Liban en général et au Mont-Liban en particulier. En même temps, cela peut permettre de mieux connaître l'histoire qui se perd actuellement dans les méandres des interprétations sectaires et orientées par les autorités en place.

La guerre a pris fin au Liban et le chemin de la paix a commencé, mais le sanglant et douloureux passé continue à s'infiltrer dans le présent et à l'influencer directement à travers l'économie, la sécurité, la politique et même la culture.

De nombreuses associations ont cherché à promouvoir la culture de la paix dans le but de lutter contre le lourd héritage de la guerre. Parmi elles, il y a notamment l'association « Combattants pour la paix ».

Cette association a été fondée en 2014 et a travaillé en coopération avec le PNUD pour chercher à neutraliser les effets de la guerre civile sur les nouvelles générations et les empêcher de rééditer cette expérience.

Avec sa diversité populaire et politique et avec les sanglants conflits dont il a été le théâtre, le Mont-Liban a été l'un des lieux privilégiés de l'action de cette association sur le plan de la construction de la paix chez les jeunes générations. En 2020, elle a ainsi lancé une série d'ateliers de discussion ciblant les jeunes du Mont-Liban. Vingt jeunes de Aley et du Chahar el-Gharbi ont été ainsi sélectionnés et formés à la médiation interne, à la construction de la paix et aux techniques de résolution des conflits, dans le but de renforcer leurs aptitudes à communiquer positivement entre eux et avec les autres jeunes pour éviter l'extrémisme et la violence.

L'importance de l'action de l'association « Combattants pour la paix » repose sur le fait de transposer l'action pour la paix du domaine émotionnel vers le rationnel et l'institutionnalisation. Il s'agit donc de mettre à profit les expériences de ceux qui ont vécu et participé à la guerre et aux violences dans leur recherche difficile et pénible du chemin de la paix.

Assaad Chaftari : Combattre pour... un moment d'hésitation

L'importance de travailler avec les jeunes du Mont-Liban, estime Assaad Chaftari (un membre de l'association) repose sur le fait de leur permettre de poser des questions dangereuses sur des sujets épineux. Si ces questions sont posées, cela pourrait mener vers un futur plus sûr et stable, dit-il.

Chaftari résume son expérience du travail avec les jeunes en trois grandes lignes :

- 1- La prise de conscience et la reconnaissance générales de l'autre ;
- 2- La réhabilitation pour permettre aux jeunes d'être interactifs au sein de leur communauté ;
- 3- Transformer les jeunes en messagers de la culture de la paix.

Assaad Chaftari est conscient du fait que l'atmosphère générale du pays va à l'encontre des efforts pour une culture de la paix, car elle renforce le discours de la violence. Mais il est convaincu que si les jeunes ont un moment d'hésitation en écoutant un leader tenir un discours violent, le combat qu'il mène en vaudra la peine.

Badri Abou Diab : Les réconciliations sont importantes mais restent insuffisantes

Badri Abou Diab est un ancien combattant qui a participé à l'organisation des ateliers de discussion avec les jeunes. Il

L'image ambivalente du Mont-Liban dans les arts locaux

Nadim Jarjoura

Journaliste et critique de cinéma



Nostalgie

La représentation du Mont Liban dans sa géographie, son paysage social, ses mœurs, ses caractéristiques culturelles, dans la production artistique libanaise, du moins au cinéma et à la télévision, n'est pas facile à saisir. Définir le concept « Mont-Liban » est à cet égard difficile. Par contre, le percevoir comme milieu rural, avec ses coutumes, ses idées, ses chemins et ses relations humaines, le présenter comme « localité rurale » dont des œuvres raconteraient les histoires, rendraient compte des conditions et montreraient les caractéristiques, rend la recherche plus aisée.

Les frères Rahbani, Assi et Mansour, ont joué un rôle-clé dans la promotion théâtrale et lyrique de l'image idéalisée d'un milieu et d'une vie de village. Plusieurs de leurs pièces visent à établir une réalité qu'elles contribuent à incarner et qu'elles s'efforcent d'affermir d'une œuvre à l'autre, aussi bien par le théâtre que par les chansons et les jeux d'acteurs. Une certaine base historique s'y retrouve, mais l'environnement rural (une image irréaliste d'un pays, d'un peuple, d'occupations quotidiennes et d'une collectivité) sont là d'une manière ou d'une autre, comme un modèle du triomphe de certaines valeurs sur d'autres : par exemple, la toute puissante Rome s'effondre avant l'attachement de Petra au droit à l'existence et à la vie ("Petra", 1977). C'est une sorte de confirmation subsidiaire de la victoire du bien sur toute injustice et tout mal, malgré la terrible tyrannie de l'injustice et du mal ; où le Bien domine et se situe bien au-dessus

de tout le reste, et ne tombera pas, aussi brutal que soit la tyrannie exercée.

La représentation du monde rural par les Frères Rahbani dérive d'un idéalisme qui embellit le village, souligne la modestie de ses habitants, le présente comme un milieu où tout le monde aime et respecte tout le monde, et où ceux qui s'écartent de cette réalité – quoique pour peu de temps – sont combattus et vaincus, confrontés qu'ils sont à la gentillesse, la candeur, la tolérance et les tableaux de la vie quotidienne d'un peuple paisible et calme, dans un environnement naturel qui, la plupart du temps, ressemble géographiquement, culturellement et sur le plan des mœurs à un milieu rural. Parfois, le décor se fait citadin, mais l'environnement humain reste rural, spontané et innocent, et récolte toutes les victoires.

Dans les trois films des années 1960, « Bayyaz el-Khawatem » (Le vendeur de bagues, 1965) de Youssef Chahine, « Safarbarlik » (La conscription dans l'Empire ottoman, 1967) et « Bint al-Haress » (La fille du gardien, 1968) d'Henri Barakat, la profonde aspiration à une beauté introuvable et inaccessible dans la vie quotidienne se laisse deviner. Se manifeste un imaginaire plus puissant que les faits, qui tend même à vouloir l'effacer. La présence du mal dans un environnement pacifique est dans la nature des choses, mais la solidarité des gens de bien en triomphe, ainsi que les valeurs qu'ils ont choisies pour régler leur vie et leurs relations. C'est là une référence à un environnement rural, peut-être typique du Mont Liban, pilier le plus

important de l'État du Grand Liban (1920). Alors que « Bayyaz el-Khawatem » et « Bint al-Haress » sont dramatiquement ancrés dans un environnement purement rural (ou du moins le suggèrent), la montagne dans « Safarbarlik » fait face à une qui est symbole de salut ou de répit des contraintes de l'occupation. La campagne est présente dans la trame du scénario, le comportement des personnages et les coutumes, bien que cela reste difficile à déterminer, tout comme c'est le cas dans « Ila Ayn » (Vers l'inconnu, 1957), le premier long-métrage de George Nasser, basé sur une constante familière aux villes et villages libanais : l'émigration à la recherche de meilleures conditions de vie. Néanmoins, le film – présenté en compétition officielle à la dixième édition du Festival de Cannes (2-17 mai 1957) – en appelle à un attachement humain, moral et de toute une vie à la campagne / mère-patrie, et à ne pas céder à des rêves qui se transforment en cauchemars une fois dans le pays d'émigration.

La réponse la plus critique aux Frères Rahbani et aux mythes qui peuplent leurs pièces et films sur un pays : une campagne, un patrimoine et une beauté qui n'existent pas en réalité, est donnée par Ziad Rahbani, le fils de Assi et Feyrouz, dans sa cinquième pièce, « Chi Fachel » (Quel échec !, 1983), une pièce qui use de sarcasme, démantèle le monde idéal des deux frères, et repose les questions d'identité, d'héritage et d'appartenance, la signification du pays et les relations de son peuple à son histoire et à la leur. Un sarcasme qui culmine dans la confrontation culturelle entre le fils, son père et son oncle, et réaffirme le « réalisme » de Ziad face à « l'idéalisme » de la première génération des Rahbani.

Et si George Nasser choisit le thème de la migration et de la relation avec la campagne libanaise (un village du Mont-Liban) dans ses premiers films, la scène cinématographique libanaise de l'époque (entre la fin des années 20 et le début des années 60, notamment), bien qu'abondante, reste insuffisante en termes de productions dont l'existence permettrait d'une manière ou d'une autre de lire la production locale dans son rapport à la géographie locale. La plupart de ces films n'identifient pas un lieu clair, que ce soit géographiquement ou à travers des personnages, et les noms propres utilisés ne permettent pas de faire référence à un environnement, une religion, une confession ou une classe sociale. En ce sens, le cinéma libanais sortira rarement des lieux communs, avant les bouleversements culturels, artistiques, esthétiques, dramatiques et moraux des cinéastes libanais dans les années précédant immédiatement le déclenchement de la guerre civile (1975-1990), et leurs engagements à ce niveau, de Beyrouth au Sud, des développements proprement libanais aux conditions de vie des Palestiniens.

Plus tard, des films – des documentaires en

grande majorité – seront réalisés dans le cadre d'une recherche cinématographique centrée sur les conditions environnementales assignables à la géographie du Mont-Liban. Quelques films s'en détachent qui dénotent un relatif professionnalisme et qui plongent dans les horreurs d'une époque, les conditions de vie et les préoccupations sociales d'une guerre civile, qui s'est soudainement arrêtée (militairement) sans pour autant s'achever. Simon AlHabreïn « The One Man Village » (2008) et Reine Mitri dans « In this Land Lay Graves of Mine » (2014) en sont des exemples : le premier évoque le parcours d'un homme qui se rend dans son village du Haut Metn (Mont-Liban) pour rencontrer son oncle, le seul homme rapatrié après le déplacement de ses habitants au milieu des années 80 (guerre de la montagne entre les druzes et les chrétiens de la région) ; le second raconte des épisodes (inspirés de documents et de témoignages d'époque) du changement démographique qui se produisit au cours de la même guerre, en de nombreux endroits, notamment aussi au Mont-Liban.

Mis en rapport avec l'environnement rural libanais des Frères Rahbani, Adib Haddad confirme – dans une œuvre télévisée qui commence à être diffusée à la fin des années 1960 intitulée « Abou Melhem », avant qu'elle ne devienne « Yeszed Masakom » (Bonsoir) – l'authenticité de la campagne et son importance humaine, ainsi que le grand pouvoir de la tolérance, du pardon, de la gentillesse et de l'ingéniosité innocente face au mal, le mal étant en l'occurrence non cruel, non violent et peu nuisible. La réponse indirecte à cette scénographie est donnée par une œuvre de Mohammed Chamel intitulée « el-Denya Heik » (Tel est le monde), qui a pour décor un quartier de Beyrouth et où l'accent dialectal prédominant (en particulier celui du moukhtar, dont le rôle est joué par Chamel lui-même) est clairement beyrouthin, sachant que le dialecte d'Abou Melhem (qui prononce le « Qaf » comme les druzes du Mont-Liban) reflète plus typiquement celui des régions rurales libanaises plutôt que celui d'une communauté ou confession spécifique. Venu à Beyrouth depuis Tripoli, la capitale du Liban-Nord, Salah Tizani (Abou Salim) aura le mérite de confirmer à la télévision libanaise les caractéristiques d'« Abou Melhem » et de « Yeszed Masakom », telles que Mohammed Chamel les insère dans l'environnement citadin.

Un article aussi court n'a d'autre objectif que de noter quelques observations qui méritent d'être examinées de plus près, en particulier en ce qui concerne le Mont-Liban. Ces observations ne visent qu'à présenter une ébauche d'un panorama artistique et littéraire libanais plus large et plus complet lié de diverses manières à des milieux spécifiques qui façonnent la fragile entité libanaise.

Au Metn, des municipalités donnent le bon exemple en renouant avec les principes de responsabilité collective

Janine Jalkh

Journaliste

« C'est la première fois que je ressens une légère présence de l'Etat. La première fois où je ne me sens pas complètement livrée à mon sort ». C'est par ces propos que Rita, une femme célibataire de Dbayé atteinte il y a quelques mois du Covid19, exprime sa gratitude à l'égard de la municipalité qui l'a accompagnée durant les deux semaines de son alitement. Au quotidien, un conseiller médical l'a contactait pour s'enquérir de sa santé et de l'évolution des symptômes tout en veillant à ce qu'elle ne manque de rien et qu'elle puisse passer le cap de cette épreuve pénible.

d'un service public qui pourtant est leur droit naturel, s'il n'en paye en contrepartie le prix, lors des élections ou par une allégeance quelconque aux Zaïms du coin. Une déviation que certaines municipalités ont toutefois décidé d'inverser notamment depuis l'avènement d'une pandémie qui n'épargne plus personne et qui a fini par aiguïser chez certains le sentiment de responsabilité collective et citoyenne. A Dbayé, comme dans d'autres localités du Metn, c'est l'humain face à cette tragédie, qui a repris le dessus. Le temps n'est pas aux marchandages politiques mais au

ont été mis en œuvre : distribution de gel, de gants et de désinfectants à l'ensemble des habitants. On a même fourni aux malades un kit médical avec toute la gamme de vitamines nécessaires et les médicaments formellement prescrits par le médecin traitant.

« Il fallait éviter à tout prix l'automédication et soustraire les autorités locales à toute responsabilité », confie le président de la municipalité, Jean- Pierre Gebara, un homme très actif et socialement engagé depuis des années. Réélu en 2016 à 90 pour cent des voix – un score exceptionnel – Jean-

des insouciantes et adopté dès le début, une politique de communication dissuasive.

« Tous les soirs et au plus fort de la pandémie on faisait circuler un véhicule armé d'un haut-parleur pour rappeler aux gens les consignes du confinement et les dangers de la propagation du virus », confie le président de la municipalité Adel Bou Habib. Le respect de l'ordre public était tout aussi important que le soutien social à apporter aux plus démunis. A plusieurs reprises, les autorités locales ont fait passer les tests PCR gratuitement à ceux qui le souhaitaient. Le dernier round a été effectué par deux membres de la municipalité que le président du conseil avait envoyé en formation, pour assurer une autonomie locale en matière de tests.

A Dbayé la municipalité s'est chargée d'assurer à domicile les médicaments pour les malades. Ceux qui en avaient les moyens, rembourser la somme due des semaines plus tard. Les plus nécessiteux ont bénéficié à deux reprises de bons d'achats de 100.000 LL pour les provisions et de 300.000 LL pour les médicaments, une mesure destinée à soulager provisoirement les habitants les moins aisés. « Au début on allait même dans les maisons des malades pour récupérer leur poubelle. Mais lorsque nous avons atteint cent trente contaminations, nous n'avions plus le temps à consacrer à cette tâche », raconte Rachid Bou Nader, conseiller municipal affecté à la santé.

Fait notable, dans les trois municipalités, le politique s'est discrètement effacé pour laisser la place au social et à l'entraide. Aussi bien à Dbayé, qu'à Kornet Chehwane et Roumié, le conseil municipal regroupe une palette de formations politiques. Aucune d'entre n'a jamais pris le dessus même si parfois le président avait une sympathie marquée pour un courant politique précis.

« Le crédit revient au chef d'orchestre et à la culture qu'il insuffle au sein de son équipe », commente un analyste politique. Pour Ziad Sayegh, expert en politiques publiques, ces initiatives personnelles et le succès qu'elle ont réalisé inaugure, quoique timidement, le début d'une décentralisation dans les domaines médical et social. Une percée notable qui, espère l'analyste, pourra se généraliser à tous les domaines et se répandre aux quatre coins du pays.



©Adra Kandil

Un geste de compassion et une écoute bienveillante suffisants pour lui démontrer qu'elle n'était pas seule dans sa guerre contre ce virus pernicieux qui attaquait le moral autant que les organes.

Pourtant, témoigne cette jeune dame de 40 ans ?, je ne vote pas dans cette localité où je suis une simple résidente. Par cette constatation, Rita venait de résumer en quelques mots le phénomène du clientélisme viscéral qui marque depuis des années, l'inconscient des Libanais. Ces derniers ont fini par intégrer le principe selon lequel ils ne peuvent bénéficier

secours des plus vulnérables que l'Etat a depuis longtemps, laissés pour compte et royalement ignoré.

Dans cette localité, toute comme à Roumié et à Kornet Chehwane d'ailleurs, la situation sanitaire mais aussi les cas sociaux ont été très tôt pris en charge. Ici et là ont émergé des cellules de crise pour aider, soutenir et soulager. Et surtout pour s'assurer que la pandémie soit jugulée et ne fasse plus de ravages.

A la municipalité de Kornet Chehwan qui regroupe également les localités de Ain Aar, Beit el-Kiko et Hbous, tous les moyens

Pierre Gebara jouit depuis d'une confiance absolue dans son fief, notamment auprès des personnes nanties de la localité qui n'ont jamais lésiné à le soutenir dans sa mission.

A Roumié, la municipalité a même été jusqu'à payer les consultations des médecins dépêchés au chevet des malades. Récemment elle s'est dotée de ces précieuses bouteilles d'oxygène pour les faire circuler chez les personnes atteintes. Depuis que les mesures de confinement ont été décrétées, la police municipale de Roumié a fait preuve de fermeté à l'égard

Les hôpitaux du Mont-Liban peinent sous le double poids de la pandémie et de la crise économique

Ghada Sherif

Journaliste

Il y a six mois, Samer Saadé, médecin urgentiste du centre médical Bellevue du Mont-Liban, n'aurait jamais imaginé que les unités de soins intensifs déborderaient de patients souffrant du coronavirus, et admis dans un état critique.

Le personnel médical du centre, qui dispose de 22 lits réguliers et de 8 lits de soins intensifs pour les personnes contaminées, se préparait à une crise sanitaire depuis des mois. L'hôpital fonctionne aujourd'hui à pleine capacité.

Le nombre de patients atteints de coronavirus a dépassé toutes les estimations du Dr Saadé. En janvier 2021, le Liban a été témoin de la plus dangereuse flambée de cas de coronavirus depuis le mois de février 2020, date à laquelle les premiers cas s'étaient déclarés. Début 2021, en quelques jours, il est passé d'environ 3000 cas quotidiens à plus de 6000.

« Le flux entrant de patients était si élevé que nous n'avions plus de lits libres. Nous avons dû traiter des patients aux urgences parce que nous ne pouvions les transférer nulle part ailleurs. Tous les hôpitaux du Mont-Liban étaient pleins », a déclaré le médecin.

Le mohafazat du Mont-Liban compte une dizaine d'hôpitaux répartis sur ses six cazas : Aley, Baabda, Chouf,

Jbeil, Kesrouan et Metn. La population combinée des deux mohafazat de Beyrouth et du Mont-Liban est estimée à environ deux millions de personnes, soit près de la moitié de la population libanaise.

Au 9 février 2021, on comptait un total de 141 988 cas de coronavirus dans les six districts du Mont-Liban, soit 43,7% du total des 324 859 cas du pays depuis le 21 février 2020. (*) La pandémie de coronavirus est venue se greffer sur la pire crise économique que le Liban ait connue depuis des décennies, une crise qui a exercé à une période critique une pression supplémentaire sur un secteur de santé déjà fragile. « Trente pour cent de notre personnel hospitalier était déjà parti à cause de la crise économique, la pression a été incroyable », a poursuivi Samer Saadé.

En 2020, la monnaie nationale du Liban s'est dépréciée de 80 %.

« Donc, si je touchais auparavant un salaire équivalent à 6 000 dollars, il n'en vaut plus aujourd'hui que 120 dollars environ. Le personnel médical se rend donc dans d'autres pays arabes où il peut être payé en dollars », explique le médecin.

La crise économique a également eu un impact sur la

capacité des hôpitaux à se doter d'équipements de protection contre le coronavirus. Le Dr Saadé précise que si le ministère de la Santé a apporté un certain soutien dans ce domaine, l'hôpital a dû rationner les EPI (équipement de protection individuelle), y compris les masques et la gaze, au cas où ils seraient épuisés.

Depuis le début de la pandémie, l'hôpital Mont-Liban, l'un des plus grands du mohafazat, a accueilli 650 patients atteints de coronavirus, dont 90 sont décédés, soit environ 13 % des admissions, selon Élie Gharios, directeur médical de l'hôpital.

L'établissement est équipé de 80 lits pour patients atteints de coronavirus, dont 40 en unité de soins intensifs (USI). Ceux-ci sont à leur pleine capacité, a déclaré le Dr Gharios. Selon le mohafez du Mont Liban, Mohammad Mekkaoui, après l'explosion au port de Beyrouth le 4 août, qui avait endommagé ou détruit la moitié de la capitale, des mesures de bouclage stricts ont été mises en œuvre, mais trop tard. Elles avaient déjà perdu de leur priorité, aux yeux de la population.

« De fait, après l'explosion, les rassemblements de protestataires et de bénévoles dans les rues jonchées de verre et de débris se sont multipliés », a précisé Mekkaoui. Venus à Beyrouth de tout le pays et des différents cazas du Mont-Liban, beaucoup de volontaires se sont rassemblés au cours des semaines qui ont suivi le drame, pour aider à nettoyer les débris provoqués par l'explosion, sachant que certaines zones relevant administrativement du Mont-Liban, comme Bourj Hammoud, Sin el-Fil et Hazmieh, ont été touchées par l'explosion.

Juste avant la catastrophe, 177 cas de coronavirus avaient été enregistrés en 24 heures à travers le pays par le ministère de la Santé. Le 19 août, deux semaines plus tard, les cas de coronavirus étaient passés à 589.

« Nous aurions dû imposer un bouclage de 20 jours en septembre pour empêcher le virus de se propager. Nous aurions pu le ralentir », a poursuivi M. Mekkaoui. Le mohafez du Mont-Liban affirme tout de même que la crise économique avait déjà considérablement affecté la capacité des résidents à adhérer au lock-out.

« Le retard dans la mise en œuvre des restrictions nous a contraint à imposer un bouclage plus long. Toutefois, en raison de la situation économique, la plupart des gens ne pouvaient plus rester sans travail aussi longtemps », a estimé le mohafez.

En janvier 2021, le Liban a mis en place un bouclage sans précédent pour endiguer la plus dangereuse flambée que le pays ait connue. Cette explosion de cas est largement imputée à la décision des autorités de lever la plupart des restrictions durant les fêtes de fin d'année, en décembre 2020. La levée progressive des restrictions devrait s'achever fin mars.

Le pays touché par la crise se prépare à déployer des vaccins contre les coronavirus à partir du 14 février 2021. Le gouvernement a réservé quelque 2,1 millions de doses du vaccin Pfizer-BioNTech qui doivent parvenir au Liban par livraisons hebdomadaires. La première phase des vaccins visera les résidents les plus vulnérables, y compris les agents de santé de première ligne et les personnes de plus de 65 ans.

(*) Les chiffres du ministère de la Santé ont été arrêtés avant publication au 9 février 2021.



Des femmes syriennes entre les mains du destin

Hani Rustom

Psychothérapeute

Les conflits récurrents au Liban ont eu des répercussions sur les communautés locales, particulièrement au Liban-Nord, dans la Békaa et au Liban-Sud, trois des régions les plus vulnérables du pays. Certaines d'entre elles se remettent toujours des conséquences des affrontements communautaires survenus au cours des dernières années. Parallèlement, le Liban accueille le plus grand nombre de réfugiés, quelque 4,5 millions Libanais partageant une superficie totale équivalente à celle de l'île de Chypre avec environ 865 531 Syriens déplacés¹ en raison du conflit en Syrie et près de 470 000 réfugiés palestiniens² résidant au Liban depuis 1948, auxquels s'ajoutent des réfugiés palestino-syriens.

Vu l'absence de camps officiels pour les réfugiés syriens au Liban, on pense que près de la moitié des réfugiés palestiniens de Syrie se sont installés dans quelques-uns des douze camps de réfugiés gérés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (Unrwa). D'autres réfugiés syriens se sont installés dans des quartiers libanais, nombre d'entre eux dans les zones les plus vulnérables et les plus défavorisées du pays, notamment le Mont-Liban.

Dans le cadre cet article, nous avons essayé de mettre l'accent sur la région du Mont-Liban, ainsi que sur la situation des réfugiés syriens qui s'y trouvent. Nous avons été confrontés au fait que la souffrance des réfugié(e)s au Liban transcende la dimension géographique pour devenir une souffrance commune chargée de pressions psychologiques, sociales et économiques, en raison de la réalité politique complexe et difficile. Par conséquent, à partir d'un article qui devrait être axé sur la région du Mont-Liban, nous sommes passés à un aperçu de la réalité syrienne au Liban.

Le Covid-19 a été la goutte qui a fait déborder le vase, resserrant l'étau sur la communauté syrienne, en particulier les femmes. « J'ai vécu trois ans dans un contexte de guerre en Syrie, m'efforçant à être patiente et à protéger ma maison et mes enfants, confie Layla lors d'une séance de soutien psychologique. Malgré les bombardements et les difficultés financières, j'étais déterminée à rester à Homs et à envoyer mes enfants à l'école.

Pour moi, l'éducation constituait notre seule garantie de survie. Nous vivions dans une situation difficile. Nous étions en danger et le Liban était notre seul refuge. Nous sommes venus, munis de notre espoir dans ce pays. Pour nous, le Liban a toujours été un pays de joie. »

Layla raconte que depuis qu'elle est arrivée au Liban, ses voisins la traitent bien. Elle a aimé ce pays. C'est l'endroit qui l'a accueilli et qui leur a offert, à ses enfants et à elle, la sécurité qu'ils avaient perdue dans leur terre natale. « Mais aujourd'hui, avec cette épidémie (Covid-19), tout a changé. J'avais peur que mes enfants sortent de la maison. Je ressens à la fois une peur et du chagrin pour eux. J'ai peur de ce qui pourrait leur arriver et je suis triste à cause de la prison dans laquelle ils vivent par peur de la maladie », poursuit Layla.

La souffrance de cette femme n'est pas naïve. Elle ne souffre pas parce que ses enfants sont enfermés avec elle à la maison et qu'elle en a assez d'eux. La vérité de ce qu'elle ressent est en relation avec la réalité amère de toute la communauté syrienne déplacée au Liban. C'est ce qui exprime le fond de la souffrance humaine que quiconque pourrait endurer. En raison des bouclages répétés du pays, les Syriens doivent déployer un effort double pour gagner leur vie. Ce qu'ils échouent à faire souvent. Et leurs dettes envers les magasins du voisinage s'accumulent. Selon un rapport du Programme alimentaire mondial, près de 18 % des réfugiés syriens au Liban souffrent de surendettement³. La valeur de cette dette est en moyenne l'équivalent de 1,8 million de livres libanaises par mois. Ces taux élevés incluent les dépenses alimentaires, le loyer, les médicaments et l'eau. Si nous examinons en profondeur cet accroissement des dettes, nous devons être conscients du fait qu'il ne conduit qu'à une pression psychologique supplémentaire sur les endettés. Ils n'ont pas d'autres alternatives que de s'endetter. Parallèlement, ils n'ont aucune autre ressource susceptible de leur permettre de rembourser leurs dettes.

En plus du fardeau économique imposé à la communauté syrienne au Liban, le fait que toute la famille reste à la maison en raison de la quarantaine imposée a créé un

nouveau type de pression, que la majorité des femmes ne savent pas gérer. L'un des facteurs les plus importants reste la présence

pour éviter que les enfants ne soient un vecteur de transmission du virus, la majorité des élèves suivent désormais les cours en



©Adra kandil

inhabituelle et prolongée des hommes au foyer. Ce changement dans la routine et le mode de vie de la famille syrienne a été à l'origine d'une frustration ressentie à la fois par les hommes et les femmes d'une même famille. Ce qui a souvent conduit à une augmentation de la violence domestique, et par conséquent à une augmentation de 4% de la persécution des femmes au sein de ces communautés par rapport à 2019, selon les associations qui œuvrent pour prévenir la violence basée sur le genre au Liban. Une hausse de ce type de violence au sein des communautés syriennes a ainsi été constatée en particulier au Liban. Cette violence inclut le harcèlement sexuel ainsi que la violence domestique contre les femmes et les adolescentes. Il s'est également avéré que la violence psychologique l'emportait sur toutes les formes de violence exercée à l'encontre des femmes. Selon les recherches également, 15% des femmes craignaient d'être rapatriées en Syrie, ce qui se traduisait par un stress et une tension accrus.

Enfin, avec toutes les pressions que subissent les femmes au Liban en général, et au Mont-Liban en particulier, la scolarisation de leurs enfants constitue pour elles le plus important fardeau et une source d'une grande pression. Les écoles étant fermées

ligne. Ce qui nécessite généralement, et idéalement, des appareils intelligents que l'enfant peut utiliser, une alimentation continue en électricité, un accès Internet à haut débit et la présence d'un adulte qui puisse suivre l'enfant de près. Compte tenu de la situation dans laquelle vivent les Syriens au Liban, ces prérequis constituent un luxe qu'ils ne peuvent pas se permettre sur les plans financier et psychologique. Ils n'ont pas les moyens d'acheter du matériel sophistiqué à leurs enfants. Si ceux-ci étaient disponibles, les services de base pour les aider dans ce cheminement scolaire, comme l'Internet et l'électricité, ne sont pas disponibles. De plus, la majorité des familles vivent souvent dans une maison composée d'une seule pièce. Il est donc impossible, pour les familles qui comptent plus d'un enfant scolarisé, que tous puissent participer en même temps à différents cours.

Références:

- (1) <https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/71>
- (2) <https://www.anera.org/where-we-work/lebanon/#:~:text=As%20of%202020%2C%20the%20Lebanese,refugees%20a%20place%20to%20live.>
- (3) <https://www.wfp.org/news/nine-out-ten-syrian-refugee-families-lebanon-are-now-living-extreme-poverty-un-study-says>

Bourj Brajneh : un espace urbain qui regroupe des Palestiniens, des Syriens et des travailleurs étrangers

Nadia Latif

Affiliée de recherche au Smith College



©Adra Kandil

Un grand nombre parmi les habitants du camp palestinien de Bourj Brajneh viennent du nord de la Galilée, annexée par l'État d'Israël en 1949. L'installation de ce camp est due en grande partie aux liens économiques et sociaux qui existaient entre Beyrouth et les localités du nord de la Galilée. Ces liens, notamment entre de grandes familles de Tarchiha et Bourj Brajneh ont poussé les premières à trouver refuge dans cette zone en 1948.

La Croix-Rouge libanaise et le Croissant Rouge palestinien, qui sont jusqu'à aujourd'hui responsables du bien-être des réfugiés palestiniens au Liban ont estimé depuis le début qu'il leur était plus facile d'offrir des services humanitaires à des groupes de réfugiés déjà rassemblés. En même temps, il y avait aussi un désir de maintenir les familles regroupées, ainsi que les habitants d'un même village ou d'une même localité. C'est ainsi que Bourj Brajneh a été reconnu officiellement comme un camp de réfugiés par ces deux organisations dès 1949.

Au début, les conditions de vie dans le camp de Bourj Brajneh étaient dures. Il n'y avait même pas suffisamment de tentes. Des familles qui n'avaient aucun lien de sang entre elles ont été ainsi contraintes de partager la même tente. Certaines

tentes étaient même déjà utilisées et endommagées, alors que les nouvelles ont été rapidement déchirées par les pluies diluviennes. Les toilettes étaient communes et l'eau était assurée à l'aide de seaux ou de jarres, d'ailleurs trop lourds pour être transportés sur de longues distances.

La situation s'est toutefois améliorée avec la fondation de l'Unrwa en 1950. Depuis, chaque famille avait une tente et, petit à petit, les réfugiés ont été autorisés à consolider ces tentes avec des murs construits en terre battue. Ensuite, ils ont été autorisés à construire une ou deux chambres avec des pièces de tôle ou des planches de bois. Malgré tout, la construction d'habitations plus solides est restée interdite, ainsi que celle de toilettes.

Le Deuxième Bureau de l'armée avait installé une permanence à l'entrée du camp pour surveiller le respect de ces mesures. Au départ, cette permanence avait été installée sur les lieux sous le mandat français en tant que position militaire de renseignements et de contre-espionnage, mais elle a été maintenue sur les lieux par le nouvel État libanais fraîchement créé. Les réfugiés n'avaient pas le droit de quitter le camp avant l'aube et après le coucher du soleil. Les rassemblements de plus d'un certain nombre de personnes

étaient interdits et il fallait obtenir un permis spécial du Deuxième Bureau pour organiser des cérémonies de mariage ou d'enterrement.

Le déplacement forcé, l'appauvrissement et le contrôle du Deuxième Bureau ont créé une collectivité particulière qui mélangeait dans son mode de vie les habitudes d'avant la Nakba et les nouvelles conditions du camp.

Parmi les habitudes d'avant la Nakba, les espaces habitables étaient conçus selon le schéma suivant : des chambres entourant un espace commun appelé « dar ». Chaque fois que l'un des fils de la famille se mariait, une nouvelle chambre était ajoutée pour qu'il puisse s'y abriter avec sa famille. En général, les membres d'une même famille préféraient vivre les uns à côté des autres, mais petit à petit, les voisins se sont joints aux groupes familiaux. À mesure que le nombre de réfugiés grandissait, on a commencé à donner des noms aux quartiers du camp, selon les patronymes des familles qui y résidaient, ou selon le village d'origine en Palestine. Ces noms sont toujours valables aujourd'hui.

A partir des années 50 du siècle dernier, des liens ont commencé à se développer entre les habitants du camp de Bourj Brajneh et leurs voisins libanais. De nombreux réfugiés ont ainsi trouvé du travail dans les champs proches possédés par des chrétiens libanais. La construction de l'aéroport international de Beyrouth en 1954 a aussi permis aux réfugiés palestiniens de trouver du travail, ainsi d'ailleurs que les sunnites et chiïtes venus des localités rurales de la Békaa et du Sud, qui étaient venus s'installer dans le secteur. Les réfugiés palestiniens et les Libanais venus de la Békaa et du Sud avaient en commun, le déplacement des localités rurales vers la cité, ainsi que la pauvreté. Des liens se sont ainsi noués entre eux puis se sont consolidés par des mariages. Certes, les relations entre les réfugiés et les Libanais déplacés des zones rurales vers la cité n'étaient pas nécessairement harmonieuses. De nombreux conflits éclataient. Mais à force de travailler ensemble et de se côtoyer, une forme de solidarité est née. A certains moments, elle se traduisait à travers la division des classes sociales. Tantôt elle était cimentée par le discours révolutionnaire panarabe, et tantôt encore elle consistait en une sorte d'affiliation familiale.

L'arrivée de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'installation de ses bases dans les camps de réfugiés palestiniens ont amené avec elles de nouvelles structures sociales, éducatives et sanitaires. À Bourj Brajneh en particulier, les services étaient fournis aux Palestiniens et aux Libanais. Par exemple, l'Hôpital Haïfa a survécu au départ de l'OLP en 1982. À l'origine, il s'agissait d'une simple clinique installée par le Croissant-Rouge palestinien, mais il s'est développé et cet hôpital continue de soigner les Palestiniens et les Libanais des environs du camp.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, l'arrivée des réfugiés syriens à partir de 2012 a modifié la composition démographique du camp. De plus, sa situation géographique à proximité de la ville a provoqué un développement de la location immobilière, qui a profité à de nombreuses familles. Celles-ci se sont mises à louer des appartements et même des chambres à des réfugiés syriens ou palestiniens venus d'autres camps du Liban et à des travailleurs étrangers. Les services fournis par les ONG palestiniennes et celles travaillant dans les camps (qui se sont multipliées après la fin de la guerre civile en 1990), ainsi que les soins donnés par l'Hôpital Haïfa, ont permis de créer un pont entre les différentes communautés qui constituent actuellement les résidents du camp de Bourj Brajneh et de ses environs.

Engagement et participation à la vie politique, économique et sociale : le rôle des femmes au Mont-Liban

Joanna Fayad

Spécialiste principale de l'intégration du genre à l'Institut Arabe pour les Femmes

À partir de la naissance du système de la Moutassarifiya en 1861 au Mont-Liban, l'histoire de la région a changé. Le Mont-Liban est passé d'une économie essentiellement basée sur l'agriculture et donc rurale à une autre basée sur l'industrie. Cette région a ainsi abrité au fil des années 58% des industries libanaises, ce qui constitue en 2016¹ la plus forte concentration industrielle du pays. Historiquement, les femmes du Mont-Liban ont toujours joué un rôle primordial, tant au niveau de la famille qu'à celui de la communauté en général et il leur a toujours été demandé de fournir un important travail. Cela incluait la participation au revenu familial à travers des travaux agricoles, des travaux de couture, le travail de la soie ou encore la garde des animaux dans les champs, en plus des travaux domestiques, comme le nettoyage, la cuisine et le fait de s'occuper des enfants, sans parler de la nécessité de s'occuper de l'époux. Tout cela était accompli alors que les femmes étaient soumises aux décisions patriarcales et à celles prises par les hommes qui jouaient le plus grand rôle dans leurs vies². Mais en raison des changements dans la vie et dans l'économie qui ont réduit le rôle de l'agriculture au profit de l'industrie et qui a poussé les familles à se déplacer des villages vers les villes, le rôle des femmes a aussi changé.

L'histoire du Mont-Liban est en tout cas truffée de guerres, de conflits et de destructions, de la période de l'autonomie à travers la Moutassarifiya jusqu'à la déclaration du Grand-Liban en 1920. Et même après cette date.

Pendant la guerre, les femmes ont joué un rôle pour édifier la paix et la préserver, notamment sur le plan local et familial. En même temps, c'est elles qui se chargeaient de toutes les questions domestiques alors que les hommes étaient occupés à se battre. Bien qu'elles aient joué un rôle primordial au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, les femmes n'avaient pas cependant leur mot à dire, ni au sein de leur famille ni dans leurs collectivités. Elles devaient simplement exécuter les ordres des communautés dirigées généralement par des hommes. Lors des négociations pour mettre fin à la guerre, les femmes n'ont pas eu non plus voix au chapitre. Les hommes ont déclenché la guerre et l'ont faite et ce sont eux qui y ont

mis un terme.

L'un des rares domaines dans lesquels les femmes et les filles pouvaient trouver une certaine égalité avec les hommes durant cette période, était celui de l'éducation. Les études montrent en effet que les Libanaises avaient un accès facile à l'éducation. Les chiffres montrent ainsi que depuis la Moutassarifiya à nos jours, le nombre des femmes ayant fait des études est pratiquement égal à celui des hommes. Malgré tout, leur éducation ne leur a pas permis d'atteindre des postes de décision.

Actuellement, les femmes constituent près de 25 % des travailleurs actifs. La majorité de celles qui travaillent sont d'ailleurs concentrées à Beyrouth et au Mont-Liban. Elles continuent toutefois de pâtir de la discrimination du genre et n'obtiennent que rarement de hautes fonctions.

Selon un rapport consacré à cette question rédigé par Marie Bonte, « les femmes qui représentent une partie importante de la masse salariale parviennent difficilement en général à atteindre des postes de décision et à avoir un emploi stable. Elles souffrent d'une discrimination au niveau du genre et de l'ethnie ».

Les femmes du Mont-Liban et du pays en général ont pourtant constitué l'élément moteur du travail social et civil et du soutien à la communauté. La majorité des associations et organisations qui se consacrent aux services sociaux et communautaires sont gérées par des femmes. Mais comme d'habitude, on ne voit pas celles-ci aux postes de décision. La municipalité de Bourj Hammoud, une localité au centre du Mont-Liban, a été par exemple la première du pays à engager des femmes pour la fonction de policiers municipaux. La raison invoquée était que la présence de femmes « au sein de la police municipale consolide les liens au sein de la collectivité et renforce le développement et la paix ».

Au cours des dernières élections municipales, on a constaté une augmentation du nombre de candidatures féminines qui ont ainsi défié les familles traditionnelles et les mentalités conservatrices. Le mohafazat du Mont-Liban a ainsi enregistré le plus grand nombre de candidatures féminines pour des sièges municipaux (528) et pour les sièges de moukhtars (156). Dans ce mohafazat, il y a eu aussi le plus grand nombre de sièges

remportés par des femmes (246 pour les sièges municipaux et 17 moukhtars). Ces chiffres sont en augmentation de 15 % par rapport à ceux de 2010.

De même, dans les élections législatives de 2018, il y a eu 113 candidatures féminines. Comme la loi électorale en vigueur pour ce scrutin obligeait les candidats à être inscrits sur une liste, 86 femmes sont restées dans la course jusqu'au bout. Le plus grand nombre de candidatures féminines a été enregistré au Mont-Liban avec 27 femmes. Hélas, au final, seules 6 femmes ont été élues députées et aucune d'elles ne s'était présentée au Mont-Liban.

Tous ces faits montrent que depuis l'aube de l'humanité, la femme a été l'un des piliers du développement durable. Au Mont-Liban, les femmes ont toujours été dans les coulisses de tous les événements. En général, leur présence a constitué une garantie pour une plus grande démocratie et surtout elles ont toujours apporté dans tous les circonstances une vision plus humaine, notamment au niveau des droits de l'homme et des causes économiques, politiques et sociales.

Il est donc temps de donner aux femmes le crédit qui leur revient de droit pour tout le travail qu'elles ont accompli et pour tout ce qu'elles ont donné pour le développement de la société. Il est aussi temps de leur permettre d'avoir une place plus grande pour intervenir et faire évoluer la société en assurant son bien-être.

Références:

- 1 - https://investinlebanon.gov.lb/en/lebanon_at_a_glance/invest_in_regions/mount_lebanon_governorate#:~:text=Industry%3A%20Mount%20Lebanon's%20economy%20is,total%20number%20Lebanese%20industrial%20firms%20.
- 2 - The role of women in 19th century Mount Lebanon: <http://www.alraidajournal.com/index.php/ALRJ/article/view/1141/1134>
- 3 - Women and Education in Lebanon. <http://alraidajournal.com/index.php/ALRJ/article/view/920/919>
- 4 - A gender and ethnic division of labor: <https://books.openedition.org/ifpo/13250?lang=en>
- 5 - Women in the Municipal Police Service in Lebanon Representation and Participation: https://procurement-notices.undp.org/view_file.cfm?doc_id=165684
- 6 - The highest number of women candidates running for municipal seats is in the North Lebanon and Akkar (535 women) with a slight difference of 7 candidates from Mount Lebanon.
- 7 - Record number of women on the ballot in Lebanon's first parliamentary elections since 2009: <https://reliefweb.int/report/lebanon/record-number-women-ballot-lebanon-s-first-parliamentary-elections-2009>
- 8 - <https://www.alaraby.co.uk/%D9%84%D8%A8%D9%86%D8%A7%D9%86%D9%8A%D8%A7%D8%AA-%D9%85%D8%B1%D8%B4%D8%AD%D8%A7%D8%AA-%D8%B3%D8%B9%D9%8A-%D9%86%D8%B3%D8%A7%D8%A6%D9%8A-%D9%84%D9%83%D8%B3%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%B5%D9%88%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%86%D9%85%D8%B7%D9%8A%D8%A9>



Les jeunes de Aley, Choueifate et Damour à l'assaut des fausses informations

Rouba Abo Ammo

Journaliste

Voulez-vous faire partie du projet visant à lutter contre les fausses informations dans votre région ? Une question qui devrait attirer de nombreux jeunes. Ce n'est pas toutefois le cas vu les circonstances qu'a connues le Liban au cours de l'année écoulée en particulier, qui n'ont pas commencé avec la révolution du 17 octobre 2019 ni se sont terminées avec la pandémie du Covid-19, en passant par les conditions difficiles sur les plans sécuritaire, économique et social, qui continuent de se dégrader de jour en jour.

D'aucuns se sont demandés si cela était utile. La lutte contre les fausses informations constitue-t-elle une priorité de nos jours ? Une question qui revenait souvent pour de multiples raisons, comme le désespoir de voir les choses un jour changer ou la possibilité d'influencer la société. Néanmoins, des jeunes gens de trois régions du Mont-Liban, à savoir de Aley, Choueifate et Damour, se sont regroupés pour participer à ce projet réalisé par la Fondation Dawaer, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et avec le soutien du Royaume-Uni. Il consiste à former un noyau de lutte contre les fausses informations dans ces régions. Il est vrai que souvent, ces jeunes se sont sentis frustrés. Il est vrai aussi qu'ils envisagent l'avenir avec plus de peur, vu le manque d'opportunités. Mais ce projet a constitué pour eux un tournant sur les plans personnel et sociétal. Ils ont reflété les informations reçues au profit de leurs localités.

L'une des principales raisons reste leur prise de conscience du caractère grave des fausses informations qui se propagent. En quelques minutes, des nouvelles peuvent être trouvées sur de nombreux groupes WhatsApp, comme sur d'autres sites de médias sociaux. S'entraîner à la vérification des fausses informations a ainsi été une grande motivation. Cette même motivation a renforcé leur détermination à aller de l'avant, malgré le fait de vivre dans une réalité qui ne fait que se détériorer.

Il ne leur a pas fallu longtemps pour gagner la confiance des gens de leur région, qui ont commencé à leur envoyer des nouvelles à vérifier, d'autant plus que les fausses informations

dans les régions ont leur propre spécificité.

Auparavant, ils avaient été formés pendant des mois aux médias, à la vérification des informations et des fausses informations, dans le cadre du projet « Combattre les fausses informations », réalisé par la Fondation Dawaer, en partenariat avec le PNUD et un financement du Royaume-Uni.

Ils ont également élaboré des plans d'action pour freiner la propagation des fausses informations dans leurs régions et lancé la campagne « so7tak_men_so7et_lkhabar » (littéralement, ta santé dépend de la véracité de l'information). Celle-ci compte dix vidéos de sensibilisation, qui ont couvert certaines des fausses informations ayant circulé dans chacune de ces régions. Le coronavirus avait la part du lion, principalement dans les régions de Ryak, el-Hara, Saïda et Chekka. Les autres vidéos ont couvert des nouvelles qui faisaient fureur sur les différences politiques et sectaires.

Le terme « fausse information » n'est pas nouveau. Il remonte à la fin du XIXe siècle. Cela signifie qu'il faisait partie de l'histoire des médias bien avant l'utilisation des réseaux sociaux. Si nous comparons les fausses informations ayant circulé dans le passé à celles qui circulent de nos jours, nous trouverons une différence. La vitesse à laquelle elles se propagent et la façon dont elles peuvent affecter les consommateurs les rendent plus importantes, en termes de réseaux sociaux.

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré : « Les jeunes doivent être à l'avant-garde du changement et de l'innovation dans le monde. Autonomisés, ils peuvent être des agents-clés du développement et de la paix. Si, toutefois, ils sont laissés en

marge de la société, nous serons tous appauvris. Veillons à ce que les jeunes aient toutes les chances de participer pleinement à leurs communautés. »

Lorsque la société fait confiance aux jeunes, ils peuvent réaliser un certain changement. Il ne faut pas toujours envisager un changement plus important. De tous petits détails peuvent ouvrir la voie à un tel changement à l'avenir. C'était le principe des jeunes des trois régions. Savoir qu'ils étaient désormais en mesure de surveiller les informations et de lutter contre les fausses d'entre elles, mais aussi d'éduquer les gens, dans le cadre de rencontres en présentiel ou sur les réseaux sociaux, sur la gravité de ces nouvelles et leur impact sur la stabilité sociale, était une réalisation pour eux et leurs régions.



Initiatives pionnières des jeunes du Mont-Liban : un modèle à généraliser

Iman Abed

Journaliste

Depuis 2019, le Liban souffre d'une grave crise économique qui a entraîné la détérioration des conditions de vie de sa population. Des conditions qui se sont encore détériorées avec le coronavirus qui a bridé l'économie, et l'explosion du 4 août 2020. À l'instar des autres mohafazat, celui du Mont-Liban a été affecté par ces crises successives, qui ont pesé lourdement sur son économie. Cependant, grâce à de nombreuses initiatives, des jeunes ont joué un rôle-clé en aidant à surmonter et à résoudre ces crises.

C'est ainsi que depuis la pandémie du coronavirus, Ali Ayache, un jeune de 20 ans du caza de Aley (Mont-Liban), avec 10 autres jeunes des régions avoisinantes, a réussi à sensibiliser les habitants de la région au coronavirus et à sa prévention.

En raison du bouclage général, de la fermeture des entreprises et de la détérioration de la situation économique, Ali et un groupe de ses camarades de montagne ont mené des initiatives visant à collecter des dons pour acheter des colis alimentaires et les distribuer aux familles les plus nécessiteuses de la région. De même, depuis le début de la pandémie de coronavirus, Liliane, originaire des environs de Bchémoun (Mont-Liban), a tourné avec un certain nombre de jeunes, des vidéos de sensibilisation au coronavirus et à la nécessité de limiter les événements sociaux et d'éviter les rassemblements.

Durant les congés de Noël et de l'Adha, pour éviter les célébrations traditionnelles dans les rues comme la région en avait l'habitude, Liliane a présenté ses vœux aux résidents et aux visiteurs à la radio.

Tout comme Ali et Liliane, Tony Abou Mitri, de la région de Hammana, a travaillé avec les jeunes de sa région depuis le début de la crise, en collaboration avec la municipalité et

de plusieurs associations, pour soutenir les familles les plus pauvres. Avec l'apparition de la pandémie, des étudiants dans la plupart des régions libanaises, en particulier dans la ville de Hammana, ont été contraints de recourir à l'enseignement à distance. Grâce à des contacts avec des expatriés et un certain nombre d'associations, les jeunes de la région ont assuré des ordinateurs aux étudiants des familles les plus démunies, afin qu'ils puissent suivre normalement les cours.

Du coronavirus et de la crise économique à l'explosion désastreuse du 4 août qui a secoué la capitale Beyrouth, la vue de jeunes volontaires de diverses régions libanaises soignant les blessés sur les lignes de front de l'entraide, restera inoubliable. L'explosion au port a mobilisé des jeunes du Mont-Liban de toutes affiliations et communautés, venus au chevet de la ville blessée. Avec un groupe de jeunes de la Montagne, Ali est d'abord spontanément descendu dans les rues de la capitale sinistrée. Par la suite, le groupe s'est organisé pour étaler ses efforts sur plusieurs jours consécutifs. Il s'est scindé en plusieurs équipes qui se sont spécialisées chacune dans un domaine particulier : nettoyage, coordination, distribution de rations alimentaires, réparation d'un certain nombre de maisons... Après l'explosion du 4 août, le rôle principal de Liliane et des jeunes de Bchémoun a consisté à distribuer des repas aux volontaires dans les zones affectées. Le groupe a également tenu à collecter des dons des habitants de Bchémoun et à les offrir aux familles les plus touchées et les plus pauvres, généralement originaires du quartier de la Quarantaine. Ils ont également pris contact avec la diaspora libanaise pour obtenir des médicaments en faveur des handicapés de la région et ceux souffrant de maladies chroniques. Indépendamment des crises, et dans le cadre de la promotion

du tourisme intérieur au Mont-Liban, en particulier à Kfarmatta qui se distingue par des sites archéologiques et naturels bien connus, le Comité santé et environnement de la Société de bienfaisance et de développement de Kfarmatta, qui regroupe des jeunes de diverses affiliations de la région, s'est formé. Grâce à un financement du Programme de développement des Nations Unies (PNUD), il a réhabilité la zone touristique délaissée et polluée et en a fait une destination appréciée. Dans le même temps, la jeunesse de la région a fondé un groupe appelé « Kfarmatta al-Tanzoh » (Promenades de Kfarmatta), grâce auquel diverses activités et visites de sites archéologiques ont été organisées, auxquelles se sont joints les résidents des villes et villages voisins. À la suite de cette activité, le nombre de visiteurs venus à Kfarmatta de toutes les régions libanaises a bien augmenté.

Hiba Rameh est l'une de visiteuses qui ont participé à une journée d'exploration de la zone de Kfarmatta, dont elle ignorait les sites archéologiques et naturels. L'activité à laquelle elle a participé lui a fait découvrir son propre village.

De son côté, le président du Comité santé et environnement de la Société de bienfaisance et de développement de Kfarmatta, affirme que les jeunes ont joué un rôle-clé dans sa campagne de sensibilisation, et souligne qu'une nouvelle culture écologique est promue par l'actuelle génération, touchant à l'hygiène, à la prévention de la chasse, à l'interdiction de la chasse des petits oiseaux, à la protection de la nature contre la pollution, etc. Et d'expliquer qu'associer l'expérience acquise par la génération des anciens aux capacités et énergies de la jeunesse, est crucial pour l'inscription de Kfarmatta sur la carte touristique nationale.

Le Mont Liban et l'eau, un lien menacé

Desirée El Azzi

Professeur assistant à l'Université Holy Spirit de Kaslik, Beyrouth

Grâce à sa richesse hydraulique remarquable, le Mont-Liban a un lien puissant avec l'eau, qui est un facteur déterminant de son identité, aujourd'hui menacée par de nombreux problèmes environnementaux. Une tournée rapide dans le mohafazat nous rappelle le rôle important de l'eau dans le façonnement du paysage. À Tannourine, la gorge de Baatara, d'une profondeur de 250 mètres et d'une largeur de 260 mètres, a été entièrement creusée dans le calcaire par l'eau. Le beau paysage des chutes de Kfar Helda à Batroun est un autre exemple du flot imprenable de l'eau. À Feytroun, les rochers calcaires aux formes bizarres qui se détachent sur le paysage sont le produit d'une érosion lente due à l'action de l'eau.

Toutes ces manifestations naturelles, ainsi que de nombreux ponts naturels et grottes magnifiquement sculptées du Mont-Liban attestent de la présence de l'eau dans la région. Toutefois, le gouvernorat compte de nombreuses traces anthropogéniques de l'exploitation hydraulique à travers l'histoire (puits, ponts, canaux, etc.). Les aqueducs de Zbaydé à Hazmieh sont un exemple significatif de conduits construits sur le territoire libanais. Ils constituent un exemple d'une architecture particulière qui visait à assurer l'alimentation efficace en eau de Beyrouth et de ses environs. L'accès à l'eau a toujours été vital pour la croissance. Par conséquent, dès lors que des populations se sont installées dans le Mont-Liban, elles se sont regroupées dans des villes et villages au bord des principales rivières, d'où leurs noms si évocateurs. Quand on examine de plus près les noms des villes et villages, on se rend compte du rôle-pivot de l'eau dans l'histoire du gouvernorat. À titre d'exemple, Afka signifie source courante. Le Mont Barouk doit son nom à une source d'eau fraîche appelée « la bénie », où les animaux s'arrêtaient pour se reposer. Hazmieh signifie le gardien ou le protecteur de l'eau. Selon la légende, Debbiyé aurait été nommée à l'origine « Aïn el-Debbé », ou source de l'ours, en référence à un ours qui avait élu domicile près de la source d'eau du village. Laklouk (les perles) est une image symbolique de l'eau de la région qui, sous les rayons du soleil, donne l'impression d'être perlée. Jbeil signifie le puits ou la source d'eau de Dieu. Aïntoura est la source d'eau dans la montagne. Nahr el-Dahab fait référence à la rivière qui prend une teinte brun doré quand les feuilles mortes jaunes du *Platanus orientalis* jonchent son lit, etc. Même les familles qui se sont installées dans ces villes et villages portent souvent des noms qui font référence à l'eau, soit parce qu'elles sont issues de régions riches en eau, soit parce que leurs ancêtres exerçaient une profession en relation avec l'eau. Safi, par exemple, est le mot arabe qui signifie pureté et calme de l'eau. Rizk se réfère à l'abondance de pluie. Akiki, en arabe, est une vallée creusée par un cours d'eau.

Ces quelques exemples nous font remonter dans le temps, et mettent en relief le lien antique entre le Mont-Liban et l'eau. Malheureusement, les ressources hydrauliques sont mal gérées dans cette mohafazat, étant soumises à de nombreuses pressions aux niveaux qualitatif et quantitatif, ce qui menace de transformer ce mohafazat telle que nous le connaissons.

Au niveau quantitatif

Bien que le Mont-Liban soit un château d'eau naturel, jouissant des cours d'eau les plus abondants du pays, il fait face actuellement à des problèmes de pénurie. En effet, le stress hydrique est causé par la croissance

démographique, la surexploitation, le flux important de réfugiés, ainsi que l'utilisation non-durable et le gaspillage de l'eau. Étant donné que l'accès à l'eau potable est limité et insuffisant pour répondre à la demande grandissante (domestique, industrielle, irrigation) dans le mohafazat, le bilan hydrique est négatif. Les solutions en vue d'un approvisionnement additionnel en eau à court terme doivent inclure des barrages, des lacs de montagne et la réalimentation des aquifères, dans le respect des normes environnementales. Nous devons également réduire le taux estimé à 50 % de gaspillage d'eau dans les canalisations de distribution et les réseaux d'irrigation, par un entretien continu des infrastructures. De plus, une surveillance du forage incontrôlé de puits est une nécessité. Sur le plus long terme, des réformes en vue d'une gestion intégrée de l'eau doivent être appliquées, et une étude de faisabilité de l'utilisation des sources d'eau douce en mer doit être effectuée, malgré son coût élevé suivant les estimations.

Au niveau qualitatif

Toutes les rivières du Mont-Liban sont polluées par un volume important d'eaux usées. La contamination par des polluants organiques et non-organiques est par conséquent une triste réalité, aggravée par des crues subites et fréquentes dans les bassins hydrologiques côtiers. Les conséquences de ces épisodes de pluies, courts et intenses, sont accentuées

par la mauvaise gestion des sols, des pentes très fortes et la déforestation, qui mènent à une augmentation du débit de l'eau, à une érosion significative des particules et à des flux de polluants. Des solutions à court terme doivent comprendre une amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées, et la création d'observatoires des rivières côtières qui permettraient de suivre leur état et de réagir aux menaces aussi promptement que possible. Sur un plan plus large, une réorganisation de tout le secteur de l'eau, accompagnée de plans d'investissement, aiderait à améliorer la gouvernance. Ensuite, la responsabilité des acteurs de l'eau, principalement l'Office des eaux de Beyrouth et du Mont-Liban, doit être réaffirmée. D'une manière générale, nous avons besoin d'une réforme du secteur, avec des objectifs pratiques et réalistes. La gestion intégrée des ressources hydrauliques doit être établie, appuyée par des lois sur l'eau. Enfin, une sensibilisation collective, ainsi que le renforcement de la coopération sont plus que jamais nécessaires pour sauver ce qui reste de notre identité.

Il n'y a plus de temps à perdre pour préserver le Mont-Liban ! La pénurie d'eau est d'ores et déjà une réalité et va s'aggraver si nous ne réagissons pas sans plus tarder. Pour nous, il n'y a pas de question plus urgente, c'est de notre survie dans la terre de nos ancêtres qu'il s'agit. Le choix nous appartient.



Qui a planifié l'urbanisation apparemment (non) planifiée du Chouf ?

Petra Semaha

Chercheuse

À la fin de la guerre civile (1975-1990), de nombreuses régions du Liban, y compris le Chouf, ont été perçues comme un collage de géographies confessionnelles disputées. Si l'effet des massacres de la guerre civile et les tentatives infructueuses de réconciliation et de retour des années 1990 ne sont pas négligeables, analyser aujourd'hui les tendances d'urbanisation du Chouf à travers un prisme confessionnel n'aide pas beaucoup à comprendre les enjeux de la planification urbaine dans cette région. Les espaces confessionnels ne doivent pas être appréhendés comme des acquis, mais plutôt comme les symptômes d'une dynamique beaucoup plus complexe à déconstruire par contextualisation sociale et historique. Bien que cela n'entre pas dans le cadre de ce court article, nous chercherons plutôt à mettre en évidence d'autres causes et conséquences de ce qui semble être une urbanisation non planifiée du Chouf. À travers trois exemples de transformation spatiale, nous chercherons à montrer que les défis de ce siècle ne sont pas intrinsèquement confessionnels, et que l'urbanisation est en fait très bien planifiée, mais motivée par le capital, le profit et le pouvoir. Des recherches supplémentaires sont toutefois nécessaires pour approfondir ces dynamiques et comprendre leurs impacts socio-économiques sur la région. En comparant l'urbanisation de Chouf après 1998 (imagerie Google Earth) aux cartes du Plan directeur national pour le territoire libanais (National Physical Master Plan of the Lebanese Territory - NPMPLT), la tendance à l'urbanisation dans cette région semble plus lente que dans le reste du pays, en particulier dans les villages de haute altitude. Le phénomène de densification de la plupart des agglomérations est antérieur à 1998. La plupart de celles-ci disposent de plans directeurs et de registres cadastraux, à savoir Debbi, Naamé, Damour et Jiyeh (Verdeil et al., 2007). Qu'est-ce qui fait donc que l'urbanisation semble non planifiée ? Quelles sont donc les politiques élaborées et comment façonnent-elles l'environnement bâti ?

Malgré l'anarchie apparente dans la façon dont les zones urbaines du pays se développent, l'urbanisation est la matérialisation de politiques publiques spécifiques. Au Liban, c'est principalement la propriété privée qui a façonné les politiques d'urbanisation et l'utilisation des terres au cours des dernières décennies. Pour le Chouf, certains des impacts de ces politiques se matérialisent à travers des projets à grande échelle avec différentes utilisations – résidentielle, industrielle et touristique – du sol. La comparaison des images de Google Earth entre 2004 et 2020 montre l'énorme réseau routier mis en œuvre dans le cadre du projet résidentiel Medyar en cours à Debbi. Ce projet devait être développé par la « Dalhamiyya Development Company » en 2010. Si la propriété foncière du projet reste à l'entreprise, les actionnaires peuvent et ont changé au fil des ans (Travaux publics, 2018a). Mais plus important encore, la classification « réserve naturelle » de cet espace a été modifiée en « zone résidentielle » dans le plan directeur, pour permettre la construction du projet (Travaux publics, 2018a). A cette date, aucun bâtiment n'y a encore été construit. La cimenterie de Sibline est un second exemple de l'expansion remarquable d'une installation déjà lourde. Créée en 1974, l'usine était devenue plus étendue que le village. En 1995, le gouvernement a accordé à l'usine les droits exclusifs d'utilisation du port de Jiyeh (décret 6797) sur la base du décret 4810/1966 qui autorise l'État à louer son domaine public maritime. En 1998, un plan directeur de la zone industrielle de Sibline est ratifié. Le plan permettait aux usines de cette zone d'être exonérées de l'impôt sur le revenu sur la base du décret 127/1983 qui octroie « des incitations à dynamiser les zones rurales et à développer des industries dans toutes les régions ». En 2002, la société qui détient l'usine a pu modifier ses statuts pour pouvoir élargir son portefeuille foncier (décret 7993/2002). L'usine obtient également l'autorisation de dépasser les contraintes légales en matière de

profondeur et de capacité des puits artésiens (décret 146/2014). Avec cette série de décrets, l'usine a augmenté sa production et ses profits, tout en alimentant – au sens propre du terme – la frénésie de construction des dernières décennies dans le pays.

La prolifération des stations balnéaires le long de la côte du Chouf, dont le nombre a doublé depuis 2005, pour atteindre autour de 2020 une quarantaine de stations, est un troisième exemple d'expansion. Une augmentation de l'échelle de ces projets est également perceptible sur l'imagerie satellitaire. A Damour, ce passage de l'agriculture au tourisme a été rendu possible par une modification des finalités de l'utilisation du sol dans le plan directeur le long du littoral (Travaux publics, 2018a). Les propriétaires de ces terrains sont pour la plupart des investisseurs ou des sociétés immobilières. Même de grandes parcelles de terres « Waqf » précédemment utilisées pour l'agriculture ont été nivelées en 2019 pour construire un autre complexe qui n'a pas encore vu le jour (Verdeil et al., 2007). Les effets de ces changements sur l'agriculture sont décisifs, surtout lorsqu'ils sont examinés à l'échelle nationale. Le passage de l'agriculture au tourisme est l'un des aspects de l'économie de rente dont le modèle s'est généralisé dans le pays après la guerre.

L'impact des acteurs économiques publics, mais aussi des propriétaires fonciers et les zaïms locaux sur l'aménagement du territoire transcende les tensions sectaires (Travaux publics, 2018b). Les grandes compagnies qui développent les mégaprojets dans le Chouf relèvent d'investisseurs de différentes communautés et parfois de groupes politiques apparemment opposés, voire de multinationales. Les intérêts privés de ces personnes se sont substitués à l'État dans sa fonction d'aménagement du territoire. Cependant, c'est grâce à ces projets que les dirigeants actuels renforcent le discours étroitement confessionnel et les filières clientélistes locales (par exemple, à travers des réductions sur les prix des appartements, ou sur

les frais d'entrée dans les complexes pour les « locaux », ou à travers une promesse d'emploi à la cimenterie de Sibline). La démarcation confessionnelle de l'espace et la perpétuation de géographies disputées sont donc le résultat d'un réseau plus complexe d'intérêts politiques privés qui prend racine dans la terre et la propriété privée. Les mégaprojets du Chouf, qu'ils soient résidentiels, touristiques ou industriels, montrent la transposition qui s'opère dans la manière dont la terre est utilisée comme générateur de profit. Aujourd'hui, avec la crise économique, des impacts supplémentaires de la circulation des capitaux et de l'accumulation de bien-fonds sont à prévoir dans un proche avenir ; et s'ils ne se sont pas encore matérialisés, ils méritent d'être suivis de près.

En attendant, le projet Medyar est à l'arrêt et avec la crise sanitaire et économique, le résidentiel devrait avoir moins de viabilité financière. Toutefois, l'expansion de l'usine de Sibline se poursuit au-delà des configurations confessionnelles renforcées du Chouf. Mais cet « état hybride » (Fregonese, 2012) ne parviendra jamais à concevoir des politiques urbaines qui favorisent la vocation foncière de chaque village ou groupe de villages comme aspirait à le faire le Plan directeur national (NPMPLT).

Références

- Dar & IAURIF (2005). The National Physical Master Plan for the Lebanese Territories. Beirut.
- Fregonese, S. (2012). Beyond the 'Weak State': Hybrid Sovereignities in Beirut. *Environment and Planning D: Society and Space*, 30(4), 655-674. <https://doi.org/10.1068/d11410>
- Public Works (2018a). The Apprehensions of the Past in Building the Future: Do the Master Plans for Damour and Dibbiyeh Encourage Return? Beirut.
- Public Works (2018b). The Legislative Framework for Urban Planning: No Voice for the People. Beirut.
- Verdeil, É., Faour, G., & Velut, S. (2007). Atlas du Liban: Territoires et société. Presses de l'Ifpo. <http://books.openedition.org/ifpo/402>



Des constructions et des empiétements « à perte de vue » : le Liban n'est plus vert

Amal Khalil

Journaliste

Les chansons de Feyrouz sur la nature libanaise ne sont plus conformes à la réalité. Le Liban « vert » est désormais une expression qui reflète la « nostalgie » des Libanais pour la Suisse de l'Orient. Les montagnes et les plaines sont devenues des déserts et des forêts de béton, du fait de l'irrespect des lois et des contradictions entre elles, des agressions, des incendies, du chaos urbanistique ou encore des projets publics mal étudiés. Tout cela a transformé le Mont-Liban en une série de collines rongées où l'on constate le taux le plus important de disparition de la couverture végétale au Liban (50 %) depuis 2000 (alors même que cette région représente 28 % de la superficie du pays).

Suivant les chiffres du ministère de l'Agriculture qui remontent au dernier recensement effectué au Mont-Liban en 2005, la superficie des forêts dans cette région est de 49.561,24 hectares, dont la majorité se trouve dans le caza de Aley (4.611,26), et une minorité dans le Kesrouan (8.809,44). Quant aux chiffres du site Globalforestwatch.org, ils montrent qu'en 2010, le Mont-Liban comptait 25,7 kilo/hectares de forêts couvrant une superficie de 13 % de son territoire. Cette même région a perdu, entre 2001 et 2019, 2,09 kilo/hectare d'espaces verts, soit 7 % de la superficie initiale, le plus haut taux enregistré au Liban. Le caza de Jbeil est en tête des pertes de couverture végétale, avec 501 hectares, alors que Aley en a perdu le moins : 236 hectares. Ces chiffres reflètent des décennies d'irresponsabilité officielle et citoyenne vis-à-vis de la protection des espaces verts.

En 1949 la loi sur les forêts a été adoptée, constituant le cadre organisationnel pour leur protection. Malgré des articles qui détaillent les modalités d'abattage des arbres et de reforestation, y compris dans les propriétés privées, les irrégularités qui ont été commises par la suite, qu'elles aient été autorisées ou imposées par le fait accompli, l'ont vidée de son

sens. Les abus ne sont pas les seuls responsables de la débandade : un nombre de décrets publiés ultérieurement ont sapé les fondements de la loi, à l'instar du texte qui accorde la propriété des terrains domaniaux ou abandonnés aux autorités des villages en 1964, ce qui a privé l'Etat de son rôle dans la protection des espaces verts du pays. En 1983, un décret portant le numéro 43 a statué que les projets de construction dotés de permis, ainsi que les projets de travaux publics entrepris par les institutions publiques, sont exemptés de l'interdiction d'abattage ! Huit ans plus tard, ce décret est devenu loi sans que n'y soit incluse la condition de reboiser une superficie équivalente aux surfaces déboisées.

L'incapacité de l'État à imposer sa protection est due à plusieurs autres facteurs. Selon Georges Mitri, directeur du programme des ressources naturelles à l'Institut d'études environnementales de l'Université de Balamand, les changements socio-économiques ont entraîné un déclin de l'intérêt vis-à-vis des forêts, où ont été abandonnées des activités telles que la collecte du bois pour le chauffage, l'élagage ou le pâturage organisé, ce qui a rendu les forêts plus vulnérables aux incendies du fait de l'accumulation de la biomasse végétale. Outre les incendies, les superficies forestières se sont réduites du fait de l'avancée du béton et de la propagation des carrières. Le développement urbanistique constitue un facteur de pression énorme sur certaines régions du Mont-Liban, notamment suite à l'exode rural vers la moyenne montagne et le littoral, spécifiquement dans les régions du Kesrouan et du Metn-Sud et Nord, notamment dans les banlieues-sud et nord de Beyrouth. L'une des causes du rétrécissement des forêts est la multiplication des permis de construire entre les années 2007 et 2008, passant de 4,3 millions à 8,4 millions de mètres carrés. Georges Mitri fait assumer à la classe politique actuelle la

responsabilité du chaos dans l'aménagement des terrains. Pour lui, ce domaine n'est pas protégé contre l'ingérence politique et ne se fonde pas sur une planification stratégique et durable, surtout que le plan directeur d'aménagement du territoire au Liban reste non-appliqué. Georges Mitri estime que c'est au ministère de l'Agriculture d'assumer la mission de reboiser le Liban. Que fait réellement ce ministère ?

Chadi Mehanna, directeur du développement rural et des ressources naturelles au ministère de l'Agriculture, énumère les obstacles face à la protection des forêts, notamment le nombre réduit de garde-forestiers, et leur rôle limité au contrôle des violations et au transfert des dossiers à la justice. Celle-ci, poursuit-il, finit par condamner le coupable à une peine inférieure à celle qu'aurait mérité son délit, ce qui ne constitue pas une mesure dissuasive. Les contradictions entre textes juridiques ont fait perdre au ministère lui-même son autorité sur la couverture forestière. « Lorsque le plan d'un projet public lui est référé, le département des forêts est appelé à délivrer des permis se basant sur des approbations antérieures accordées par d'autres institutions officielles, à l'instar des permis d'abattage d'arbres, en vue de la construction d'une route ou de l'édification d'un barrage... Et il se trouve par-conséquent tenu d'accorder les permis demandés quand tous les documents légaux sont pourvus dans le dossier. Pour ce qui est des propriétés privées, l'abattage d'arbres résineux est limité à deux cas : la construction légale et l'exploitation agricole. Quant aux arbres à feuilles, on peut les abattre aussi dans un troisième cas : la bonification de terrains dans l'objectif de l'exploitation agricole. » C'est à ce stade que se distinguent les responsabilités de la Direction générale de l'urbanisme, le ministère des Travaux publics et celui de l'Intérieur et des Municipalités, dans l'octroi des permis de construction et de

bonification de terrains.

Outre l'octroi des permis d'abattage, le ministère se concentre sur le reboisement. Selon Chadi Mehanna, le programme des « 40 millions d'arbres » a été lancé en 2012, et vise à augmenter les superficies de forêts de 13 à 20 % de la superficie du Liban. Parallèlement, plusieurs associations, à l'instar de « Jouzour Loubnan », ont planché sur l'augmentation des superficies forestières et la promotion de modes durables de reboisement, en partenariat avec des associations locales. Jusqu'en 2019, on a recensé la plantation, la protection et l'entretien de plus de 350.000 arbres, sur base de recherches scientifiques, en coopération avec la Faculté des sciences de l'Université Saint Joseph. Le Mont-Liban a eu sa part de plantations de cèdres, de pins, de caroubiers, de térébinthes, de genévriers et de cyprès... Plusieurs initiatives officielles et civiles de reboisement ont été entreprises. S'il faut en croire Globalforestwatch.org, le Mont-Liban a connu le plus haut taux de reboisement au Liban entre 2001 et 2012, atteignant une superficie de 778 kilo/hectares. Le caza du Chouf est arrivé en première position avec 241 hectares plantés. Le caza du Kesrouan était en avant-dernière position avec 98 hectares, et le caza de Baabda en dernière position avec 77 hectares plantés, sachant que ces deux régions comptent de grandes villes côtières comme Jounieh, Zouk Mikhaël, Zouk Mosbeh ou encore la banlieue-sud de Beyrouth, dont la majeure partie de la population est le fruit d'un exode des régions montagneuses. La société civile s'est également activée sur le plan de la législation. En 2019, le Réseau libanais pour la défense de l'environnement (LANE) a présenté un projet de loi pour la « protection des hautes montagnes libanaises et leur développement ». Le fondateur de Terre-Liban, Paul Abi Rached, a assuré que ce projet est examiné par les commissions parlementaires en vue de son adoption.

Les cheminées de la centrale de Zouk : des menaces de cancer et de mort

Pascale Sawma

Journaliste

Le problème à Zouk ne se pose pas seulement au niveau du trafic à cause de l'autoroute Beyrouth-Tripoli. Depuis de nombreuses années déjà, cette localité du Kesrouan est pratiquement encerclée par la fumée qui se dégage des cheminées de la centrale électrique construite sur sa côte. En hiver, les émissions toxiques se mélangent aux nuages pour former une masse blanche au-dessus de la tête des habitants qui ont peur de se promener dans leur ville, de se tenir à leurs balcons, voire même d'ouvrir leurs fenêtres.

Les deux cheminées se sont toujours dressées, immuables, au fil d'une époque qui a vu passer de nombreuses générations. Ils sont les témoins de la crise de l'électricité à laquelle l'État n'a pas réussi, pendant des décennies, à trouver une solution. Comme beaucoup d'autres crises qui persistent dans le pays, le règlement de cette crise semble nécessiter un miracle.

Les deux cheminées de la centrale de Zouk sont ainsi devenues le triste trait marquant de la ville. Elles continuent de dégager tranquillement leur fumée tandis que les habitants sont confrontés au quotidien, à chaque respiration et sortie, à des risques qui pèsent sur leur santé et économie.

La centrale électrique a été construite en 1956 et devait fonctionner au gaz. Sauf qu'elle s'est rapidement transformée en une infrastructure

qui menace son environnement, la vie et la sécurité des riverains, parce qu'aucune des promesses de règlement, formulées durant les dernières décennies n'a été tenue, malgré les changements de présidents, de gouvernements et de Parlements. L'inaction et la question des quotas ont fait que ce problème persiste jusqu'aujourd'hui et que Zouk, comme plusieurs autres régions libanaises souffre toujours des coupures du courant électrique.

« Je vis depuis dix ans à Zouk et je me suis faite à l'idée de ne pas ouvrir les fenêtres et les portes des balcons. J'ai acheté un sèche-linge et j'étends mon linge à l'intérieur de la maison, pour que la fumée de la centrale électrique ne le contamine pas », confie Najwa, avant d'ajouter : « Mon fils souffre de problèmes respiratoires alors qu'il n'a que cinq ans ». « C'est à cause de la pollution », martèle-t-elle.

Moustapha Raad, journaliste qui traite les sujets écologiques, évoque cette affaire comme étant « le dossier noir de Zouk ». « Celui-ci, explique-t-il, a représenté pendant des années une matière riche à débat d'autant qu'il a entraîné une hausse des taux de cancer et impacté la végétation de la région. Selon lui, « de nombreuses personnes vivant à proximité de la centrale ont perdu un être cher à cause du cancer ou connaissent quelqu'un qui a le cancer ». « Les pluies acides sont généralement

actives dans ces zones lorsqu'il y a un problème avec les filtres alors que EDL dit respecter les normes écologiques correspondantes », commente-t-il, en faisant observer que « le plan national de gestion de la pollution de l'air n'est pas conforme aux normes internationales relatives à la pollution de l'air et devrait être révisé sans tarder pour protéger la population contre les risques de décès ».

Moustapha Raad estime que « la centrale de Zouk et la fumée qui s'en dégage sont à l'origine de problèmes de santé terrifiants dans un diamètre de 1 à 20 km ». Il fait état notamment de « maladies pulmonaires entraînant des difficultés respiratoires et de l'asthme, ainsi que des maladies cutanées et oculaires, le tout constituant une menace pour les enfants à court terme, et pouvant provoquer des cancers après 5 ans d'inhalation d'un mélange de gaz toxiques détectés dans les fumées noires ».

« Scientifiquement, ces nuages noirs contiennent du dioxyde d'azote, du dioxyde de soufre, de la suie et d'autres substances toxiques que nous inhalons au quotidien », poursuit le journaliste. Il rappelle une étude établie par Greenpeace qui situe en 2018 Jounieh à la cinquième place sur la liste des villes arabes dont la pollution atmosphérique est la plus élevée, à cause du nombre élevé d'usines, dont

la centrale de Zouk, dans le secteur.

Les habitants de Zouk mènent depuis 1973 un combat contre la centrale électrique et la pollution qu'elle provoque et plus précisément depuis que les turbines se sont mises à dégager de la fumée de soufre lourde et épaisse, qui a détruit les cultures dans la vallée de Nahr el-Kalb.

La région était pourtant historiquement réputée pour ses plaines fertiles et ses collines plantées d'amandiers, de citronniers et d'oliviers. On y venait aussi d'autres régions pour le travail, l'éducation, voire le shopping, grâce à son marché commercial florissant. Zouk Mikael est situé à 14 kilomètres de Beyrouth, et s'étend entre le littoral et les collines, dont la plus élevée plafonne à 285 mètres.

Au fil des années, Zouk s'est efforcé de se construire une identité et de la conserver, mais celle-ci a été menacée par la guerre et a failli être anéantie par « les cheminées de la mort », l'identité de la ville étant liée à ces structures. Aujourd'hui, 35 000 personnes paient le prix du système de quotas et de la négligence, en l'absence de toute perspective de règlement du problème de la pollution d'une centrale qui crache ses toxines dans l'air, le sol, la mer, et même dans les corps de la population, en dépit de nombreuses propositions de règlements.

Décrypter la richesse de la vallée Bisri et le discours national qui s'y rapporte

Joey Ayoub

Chercheur

Cet article propose d'explorer les liens entre le mouvement qui s'est constitué pour obtenir l'annulation du projet de construction d'un barrage à Bisri, une des plus belles vallées du Mont-Liban, et la nécessité d'aborder la politique libanaise moderne sous l'angle de la justice sociale et écologique.

Située au sud-ouest de Beyrouth, la vallée de Bisri s'étale sur une surface étendue, verte et fertile, peuplée de pinèdes, de champs d'agrumes, notamment des citronniers et regorgeant de vestiges archéologiques. Tous étaient menacés d'inondation par le projet du barrage.

Outre son impact excessivement négatif au plan écologique, l'ouvrage, contesté par une large frange de la population, garde une valeur symbolique aux yeux de la classe politique libanaise, dans la mesure où il est le dernier d'un grand nombre de projets de développement établis après l'indépendance du Liban, en 1943. Parmi ces projets, plusieurs ouvrages hydrauliques avaient été envisagés, dans le cadre d'une « stratégie nationale pour la construction de barrages dans l'ensemble du pays ».

Celle-ci est cependant contestée depuis plusieurs années par de nombreux spécialistes, en raison de ses coûts élevés au double plan social et écologique. L'opposition de ces derniers n'a pas empêché toutefois les responsables politiques libanais de maintenir les projets en question. Aussi, nombreux sont qui s'étonnent aujourd'hui de « l'âge » de celui de Bisri, élaboré en 1953, soit dix ans après l'indépendance.

L'idée de l'exécuter a été remise sur le tapis en 2014, avec le soutien de la Banque mondiale, mais elle s'est heurtée à une opposition farouche de la part d'un grand nombre d'experts et de militants de la société civile. Sous la pression populaire, la Banque mondiale a fini par annuler en septembre 2020 le financement du projet « parce que certaines missions qui représentaient des conditions indispensables pour lancer son exécution n'ont pas été réalisées ». Nous ignorons cependant jusqu'à aujourd'hui quel sera le statut final du projet qui risque d'être relancé à tout moment.

Quoi qu'il en soit, le fait qu'il ait été maintenu durant toutes les étapes par lesquelles l'histoire du Liban est passée, révèle un problème beaucoup plus profond, en rapport notamment avec le clientélisme et la corruption qui régissent la gouvernance de ce pays.

Dans sa thèse consacrée au barrage de Bisri, Joude Mabsout soutient que ces projets sont perçus par la classe dirigeante comme des instruments politiques censés « consolider son pouvoir et creuser les fractures sociétales », à travers notamment des allocations financières spécifiques, déterminées en fonction de calculs clientélistes. À titre d'exemple, un responsable politique ou un parti peut soutenir un projet de « développement » en fonction des bénéfices qu'il peut en tirer et ainsi de suite.

À cela, s'ajoutent les calculs sectaires habituels qui font que des partis politiques s'intéressent davantage à une région et à son développement plutôt qu'à une autre.

Comme les différentes parties favorables à la construction d'un barrage à Bisri tenaient régulièrement un discours sectaire, il serait plus approprié d'aborder ce dossier suivant une approche écologique fondée sur la justice, d'autant que les préoccupations écologiques et sanitaires ont toujours été au cœur des mouvements de protestation au Liban. Il convient de rappeler dans ce contexte les manifestations de 2015, lors de la crise des ordures et la naissance de « You Stink ! » (Vous puez !), le dernier mouvement de protestation populaire le plus large avant le soulèvement du 17 octobre 2019. La campagne « Save the Bisri Valley » (Sauvez la vallée de Bisri) est née entre les deux mouvements de protestation, dirigés tous deux contre le pouvoir en place et sa gestion des affaires publiques.

Pour les manifestants de 2015, la crise des déchets affectant Beyrouth et le Mont-Liban était intrinsèquement liée au clientélisme et au sectarisme profondément ancrés, selon eux, dans le système politique libanais. Les photos de

sacs poubelles amoncelés dans les rues des deux régions ont permis à de nombreuses personnes d'établir une comparaison avec un système politique en décomposition et de constater les liens directs entre la politique et

« pays » et représente, en d'autres termes, un espace public où des individus, toutes appartenances confondues, se retrouvent.

Ce phénomène pourrait ouvrir la voie à un reboisement



l'environnement. Il n'en demeure pas moins que le mouvement « Vous puez ! » n'a pas réussi à proposer des alternatives en formulant des demandes qui reposent sur une justice écologique. Les militants de « Sauvez la vallée de Bisri » ont tiré à mon avis les leçons de cet échec. Depuis le soulèvement d'octobre 2019, ils ont situé leur campagne dans le prolongement des revendications de la contestation populaire, en reprenant à leur compte les slogans qui étaient scandés à Beyrouth, Tripoli et ailleurs. Selon Joude Mabsout, « le processus interminable de destruction écologique et culturelle, ainsi que les mouvements de protestation qu'il génère en permanence, peuvent être considérés comme les deux fronts d'une même bataille autour des paysages naturels. Une bataille en faveur de deux mondes différents. En d'autres termes, la vallée de Bisri est au cœur d'une lutte longue et continue entre deux visions : celle qui tend à préserver les espaces publics communs et celle qui donne la priorité, au sein de l'establishment politique, aux intérêts liés à la privatisation. Nous l'avons fréquemment constaté ces dernières années, avec les activistes au Mont-Liban, à Beyrouth et ailleurs. Ces derniers formulaient de façon explicite des revendications s'articulant, même indirectement, autour d'une meilleure justice écologique ».

À titre d'exemple, les manifestants à Beyrouth essaient depuis octobre de se réapproprier les espaces privatisés du centre-ville, toujours surnommé « el-balad » par de nombreux Libanais. Il s'agit de la traduction arabe du mot

de ces espaces dans les années à venir et inverser ainsi une tendance qui dure depuis les premiers jours de l'indépendance et à cause de laquelle les espaces appelés communs ou publics ont sensiblement diminué.

Pour toutes ces raisons, **il est possible de conclure que les préoccupations écologiques et sanitaires vont devenir de plus en plus partie intégrante des revendications politiques. Cela est le cas depuis la double explosion du 4 août au port de Beyrouth, la pandémie du coronavirus, sans oublier les effets du réchauffement climatique. Ce processus est sans doute inévitable, compte-tenu de l'ampleur de tous ces problèmes imbriqués. Quoi qu'il en soit, le temps nous le dira.**

 Une Histoire du Temps



©Illustration par Imad Abu Ajram



Le projet du Pnud " La consolidation de la paix au Liban " œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

Pour plus d'informations:

Immeuble Arab African International bldg, Rue
Riad El Solh, Nejme, Beyrouth - Liban
Telephone: 01-962500 ou 70-119160



#UNDPLEbanon

www.peacebuildingsupplement.org

Conçu par:
Alina Mourad

Traduit par:
Fady Noun, Scarlett
Haddad, Nada Merhi,
Susanne Baaklini, et
Tilda Abou Rizk

Edition et révision:
Gaby Nasr